

INPRECOR

Numéro 221 du 9 juin 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

La terrible leçon de Tchernobyl



POLOGNE

**Interview d'un dirigeant
de l'Entente de l'opposition ouvrière**

Sommaire du numéro 221 du 9 juin 1986

3	NUCLEAIRE	Les leçons de Tchernobyl	Robert LOCHHEAD
5	—	Le programme nucléaire soviétique	Robert LOCHHEAD
7	—	Hypocrisies radioactives	Robert LOCHHEAD
8	URSS	L'URSS dans le miroir du 27e congrès du PCUS	Ernest MANDEL
13	POLOGNE	Interview d'un dirigeant de l'Entente de l'opposition ouvrière	DOCUMENT
18	—	L'Entente de l'opposition ouvrière et la question de la paix	DOCUMENT
19	—	Déclaration politique de l'Union des conseils ouvriers du mouvement de résistance polonais de Haute-Silésie	DOCUMENT
21	PHILIPPINES	Trois mois après la « révolution de février » : l'évolution de la gauche qui a participé à la campagne Aquino	Paul PETITJEAN
26		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		GRANDE-BRETAGNE : Défaite électorale pour Margaret Thatcher. NICARAGUA : Premier congrès paysan depuis la révolution. FRANCE : Martine Toulotte libérée.	
28	PAKISTAN	La dictature militaire contestée	Tariq ALI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

Commune _____

[illegible]

Réabonnement

☐

Abonnement

☐

Les leçons de Tchernobyl

IL n'est jamais agréable de se voir donner raison par le malheur, voire la souffrance, de milliers de personnes et l'angoisse de millions d'autres. Mais malheureusement, l'accident de la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl confirme les avertissements que les milieux antinucléaires n'ont cessé de répéter depuis de nombreuses années.

Voilà, c'est de cela que nous avons peur, c'est pour cela que nous dénonçons les dangers de l'utilisation de l'énergie nucléaire, c'est pour cela que nous nous sommes mobilisés dans le cadre du mouvement antinucléaire et écologiste à travers le monde en d'innombrables comités, manifestations, procédures judiciaires, polémiques scientifiques.

Le lobby nucléaire n'a cessé de diffamer ces actions en présentant leurs participants comme des briseurs de machines, passésistes et couards. Il les a bombardés de statistiques (qu'on ne peut certes pas pour autant rejeter purement et simplement) démontrant que la probabilité d'une fusion d'un cœur de réacteur avec rejet massif de radioactivité était moins grande que la probabilité d'une chute de météorite capable de faire les mêmes dégâts, et que bien plus de morts surviennent à cause des accidents de la route, du tabac, des centrales au charbon ou au pétrole. Et que, ma foi, il fallait risquer le prix à payer pour « notre progrès » et « notre confort ».

En réponse à cette argumentation démagogique, on ne pouvait que rappeler qu'un accident nucléaire a des caractéristiques particulièrement horribles. Il peut frapper la santé

des gens sur des milliers de kilomètres sous le vent ; il peut condamner pour des décennies toute une région autour d'un intouchable tombeau de béton. Et en plus du nombre plus ou moins élevé de travailleurs et proches voisins tués ou immédiatement contaminés par ses « retombées » atmosphériques, un tel accident nucléaire condamne à la mort des dizaines de milliers de personnes — au loin, au hasard —, dont les cancers et les leucémies ne se déclareront que des années plus tard.

Tout cela tout le monde l'a sous les yeux, en détails, depuis plusieurs semaines. Et ça aurait pu être bien pire.

La maîtrise de la sécurité en matière d'énergie nucléaire n'est pas effective, comme le démontrent les accidents petits ou grands qui se produisent à intervalles réguliers et qui demeurent cachés du public. Il est donc urgent de réclamer un moratoire de la construction de nouvelles centrales nucléaires, à un moment où les projets de développement du nucléaire sont souvent inconsiderés (cf. tableau ci-dessous).

Les accidents du nucléaire mettent à chaque fois en danger la vie de milliers de personnes, il est dès lors nécessaire que les populations concernées puissent se prononcer démocratiquement sur l'avenir des centrales nucléaires existantes, par exemple par voie de référendum.

Pour alimenter la réflexion sur cette question nous publions ci-après un dossier repris du dernier numéro de *La Brèche*, organe du Parti socialiste ouvrier (PSO), section suisse de la IV^e Internationale.

Robert LOCHHEAD

L'accident de la centrale de Tchernobyl est une absurde et dangereuse démonstration des risques de l'utilisation de l'énergie nucléaire. On a pu voir en effet :

- des responsables et ingénieurs ne sachant quoi faire pour arrêter l'incendie d'un des quatre réacteurs de la centrale qu'ils ne pouvaient que regarder de loin tant la radioactivité était forte ;

- des pilotes d'hélicoptères recevoir en quelques minutes de survol des doses

de radioactivité élevées pour larguer 5 000 tonnes de sacs de sable mouillé, de bore et de plaques de plomb ; le bricolage pour endiguer l'enfer ;

- tous les techniciens nucléaires du pays emmenés en une noria incessante d'avions pour se relayer à courts intervalles de temps, en combinaisons étanches, aux postes de commande des trois autres réacteurs ; le cancer menace ainsi de faucher à moyen terme toute une génération de techniciens et de spécialistes ;

- le forage hallucinant d'un tunnel sous la centrale afin d'injecter du béton

pour renforcer par en dessous le socle de béton que le réacteur en fusion menaçait de faire fondre.

L'ANTI-ANTINUCLÉAIRE !

Le lobby nucléaire et les médias occidentaux nous ont montré, dans leurs réactions, toutes les variantes embarrassées que suscitaient leurs multiples arrière-pensées.

Mettre toute la faute sur les Soviétiques et dire que cela ne peut arriver chez nous ?

Comme l'éditorial du prestigieux *New Scientist*, du 1^{er} mai dernier, le disait ironiquement : « L'Occident devrait-il vraiment presser l'Union soviétique d'expliquer entièrement ce qui est arrivé ? Le rapport d'enquête de Gorbatchev devrait-il être diffusé aussi largement que celui du président Carter sur l'accident de Three Mile Island (de 1979, ndlr.) ? L'officialité nucléaire doit avoir des sentiments bien mélangés à ce sujet. Voilà déjà qu'elle se voit obligée de répondre à des questions portant sur un réacteur situé à des milliers de miles et qui est peut-être sans ressemblance avec rien de ce qui se construit à l'Ouest. Peut-être vaudrait-il mieux en fait en rester là et ne pas chercher à en savoir plus. De toutes façons, l'industrie nucléaire peut faire confiance à l'Union

REALISATIONS ET PROJETS

	Puissance nucléaire installée en 1985 (en gigawatts)	Part du nucléaire dans la production d'électricité	Puissance installée (prévisions) en 1985 (Gwt)	Puissance installée (prévisions) en 2000 (Gwt)	Augmentation d'ici à l'an 2000
France	33,8	64,8 %	64,4	71,3	110 %
RFA	16	31,2 %	22,9	28,9	79 %
Royaume-Uni	11,8	19,3 %	11,4	11,3	nulle
Suède	9,6	42,3 %	9,6	9,6	nulle
Belgique	5,5	59,8 %	5,5	6,9	25,4 %
Espagne	4,6	22 %	8,5	10,3	124 %
Suisse	2,9	38,8 %	2,9	3,5	20 %
Finlande	2,3	38,2 %	2,3	3,3	43 %
Italie	1,3	3,8 %	2,8	6,7	415 %
Pays-Bas	0,5	6,1 %	0,5	2,4 (?)	380 % (?)

Source : Banque de données du CEA.

soviétique pour en dire le moins possible sur l'accident. Certes, cela ne va rien réparer, mais, au moins, cela émousse l'usage que peuvent en faire les antinucléaires ».

De la même manière, l'appréciation des retombées atmosphériques oscille entre exagérations et minimisations à cause de la même gêne vis-à-vis des antinucléaires. Couper vite l'herbe sous le pied des antinucléaires, voilà le principal souci des gouvernements occidentaux, de ceux qui mentent effrontément, comme celui de Bonn, comme de ceux qui font étalage de lucidité et bloquent leur décision de construire des centrales, tel celui de La Haye.

Dans l'ensemble, le respect des faits s'est imposé à l'Ouest, et petit à petit aussi à l'Est, car la vérité est trop flagrante. Mais on profite à l'Ouest du blocage de l'information par la bureaucratie soviétique pour faire avancer l'idée suivant laquelle les gouvernements occidentaux ne devraient pas signer d'accords sur le contrôle des armements avec ces « gens-là », à qui on ne peut faire confiance.

De façon assez typique ce sont les autorités françaises qui, à l'Ouest, minimisent tant l'accident que ses retombées atmosphériques. C'est-à-dire l'Etat, dont le programme, faisant l'admiration du lobby nucléaire international par sa rapidité et son ampleur, ressemble le plus

au programme soviétique par la brutalité de sa volonté de réalisation accélérée, par un certain minimalisme des mesures de sécurité, et par la dissimulation des incidents et par le repli derrière un mur de secret absolu vis-à-vis de toute critique.

Il a été fréquemment relevé et à juste titre, que l'industrie nucléaire occidentale avait, comme les Soviétiques, à chaque incident et accident, tenté et souvent réussi à les taire au public.

Tout ce mensonge et ce souci permanent de ne surtout pas « engendrer la panique » ne sont pas de regrettables excès mais bien une nécessité. Car l'irresponsabilité du choix nucléaire condamne à la duplicité. On ne peut l'imposer aux gens qu'en leur cachant la vérité. Et tout le cynisme raffiné des partisans du nucléaire les plus subtils qui nous annoncent qu'il y aura d'autres accidents, mais que c'est là le prix de la prospérité, n'y changera rien.

A l'Ouest en tous cas, personne n'est dupe. Tous les sondages montrent que les gens sont convaincus qu'un accident du type de celui de Tchernobyl pourrait s'y produire aussi. C'est bien pour cela que les spécialistes occidentaux veulent tellement aller voir sur place (exigence légitime au demeurant) : c'est qu'ils savent bien qu'il leur faut profiter de cette occasion pour se former à cette école-là au cas où un tel accident surviendrait dans leur propre pays.

La saine incrédulité de l'opinion populaire occidentale témoigne de l'éducation réalisée par une décennie de mouvement antinucléaire. La terrible réalité rappelle périodiquement le mouvement antinucléaire de ses phases de sommeil et de découragement. Les manifestations de ces dernières semaines dans plusieurs pays repartent à l'assaut du lobby nucléaire.

Après Tchernobyl, plus rien ne sera jamais comme avant. La capacité nucléaire installée a énormément crû depuis 1975, mais elle est aujourd'hui inférieure de 40 % à ce que préoyaient les organismes officiels. On peut estimer grossièrement que si la moitié de cette réduction est due à la récession économique générale, l'autre moitié est due à la pression du mouvement de protestation.

Le lobby nucléaire va répétant que Tchernobyl ne saurait remettre en question ses plans. Mais déjà certains, parmi les têtes pensantes du capitalisme international, sont d'avis qu'un sérieux coup d'arrêt est inévitable et qu'il faut regagner, comme ils le disent, la confiance du public par le long détour de la mise au point d'une toute autre sorte de réacteurs nucléaires (1).

Robert LOCHHEAD,
12 mai 1986.

1. Voir à ce propos l'éditorial de *The Economist* du 3 mai dernier et l'article publié dans l'édition du 10 mai de cette revue.

Zhorès Medvedev : une catastrophe prévue

Agé de soixante ans, Zhorès Medvedev est un biochimiste soviétique qui vit en exil à Londres depuis 1973. Il est le frère de l'historien Roy Medvedev, un dissident semi-toléré, qui vit à Moscou. Tous les deux, séparément ou en commun, ont publié une série d'études critiques sur l'histoire et l'actualité soviétiques. C'est Zhorès Medvedev qui a révélé en 1976 la catastrophe survenue dans un dépôt de déchets nucléaires dans l'Oural en 1957.

Dans le passage qui suit, récemment publié par l'hebdomadaire Newsweek du 12 mai 1986, Zhorès Medvedev rappelle que les risques d'une catastrophe comme celle de Tchernobyl ne pouvaient pas être ignorés des bureaucrates du Kremlin.

« Dans les jours qui ont suivi le désastre, les experts occidentaux s'accordaient à estimer que les réacteurs du type de celui de Tchernobyl sont d'une ingénierie médiocre et sont peu sûrs. Et pourtant les centrales de ce type-là représentent au moins 40 % de la puissance nucléaire installée en Union soviétique. Cela soulève deux questions décisives. Les savants soviétiques savaient-ils que ce modèle était potentiellement dangereux ? Et s'ils le savaient, pourquoi les autorités soviétiques ont-elles poursuivi la construction de réacteurs de ce type ?

L'histoire du programme nucléaire soviétique montre que les savants soviétiques connaissaient les défauts du modèle de réacteur de Tchernobyl. La première centrale électrique nucléaire soviétique, très petite, de 5 mégawatts a été conçue et construite en 1954 par le professeur Nicolai Dollerzhal. C'était alors pour la technologie soviétique une question de fierté nationale. Mais les nouvelles centrales ont été conçues simplement par multiplication du risque. Qui plus est, le comité central du parti communiste décidait de placer les nouveaux réacteurs près des principales villes de la partie européenne de l'Union soviétique.

En 1977, Dollerzhal lui-même a entrepris une cam-

pagne contre cette décision. Il savait combien d'accidents, petits et grands, se produisent dans les réacteurs soviétiques, qu'ils soient civils ou militaires, et comment on les avait soigneusement tus. Il publia de nombreux articles en essayant d'expliquer que la sécurité n'était pas absolue. Il souleva la question de la sécurité dans le stockage et lors des transports du combustible, en particulier du combustible usagé. Il suggérait que les réacteurs soient construits en Sibérie, loin des centres de population. Mais les savants soviétiques ne doivent formuler de telles craintes qu'en termes vagues, sinon leurs articles ne sont pas publiés. Ses avertissements étaient implicites.

L'avis de savants tels que Dollerzhal fut ignoré et la bureaucratie toute-puissante passa par dessus, pour des raisons principalement politiques et économiques. Le gouvernement accordait une haute priorité à l'utilisation de la chaleur résiduelle des réacteurs pour le chauffage urbain ; pour cela, il était indispensable qu'ils soient situés près des villes. A cela s'ajoutait un problème de main-d'œuvre. Il est bien plus facile de trouver des travailleurs qualifiés pour construire et entretenir des réacteurs dans la partie européenne de l'Union soviétique que de les envoyer en Sibérie où personne ne veut aller travailler.

Les spécialistes du nucléaire, parmi d'autres, ne savent que trop combien il est important d'avoir des procès-verbaux détaillés des accidents même les plus petits. Mais ce que les autorités soviétiques savent bien faire, c'est restreindre la libre circulation de l'information. Dans le système soviétique, les bureaucrates qui rapportent au bureau politique tel ou tel accident sont les mêmes qui sont responsables de la construction des réacteurs. Il n'existe aucun canal d'information indépendant, de la région accidentée au gouvernement. Si l'on cherche à comprendre les raisons du silence des autorités soviétiques, il faut bien se rendre compte qu'elles étaient incapables de se comporter autrement ! »

Le programme nucléaire soviétique

C'EST bien évidemment le nombre absolu de centrales nucléaires installées dans un pays qui caractérise le volume de l'infrastructure industrielle qui les fabrique et permet d'apprécier l'ampleur du programme nucléaire du pays concerné. On voit donc que le programme nucléaire soviétique avec ses 45 réacteurs en service et 16 en construction ou en commande ne peut se comparer vraiment à celui des Etats-Unis qui disposent de 101 réacteurs en service et 29 en

construction, mais plutôt à celui de la France ou du Japon (cf. tableau ci-dessous).

Il se trouve que le programme soviétique a en commun avec ceux de la France et du Japon d'avoir progressé avec une brutale régularité ces dix dernières années, tandis que les programmes nord-américain ou ouest-allemand ralentissaient, voire se bloquaient sous l'effet combiné des difficultés économiques et de l'action du mouvement antinucléaire.

Robert LOCHHEAD

Le programme nucléaire soviétique se singularise par plusieurs caractéristiques que nous allons aborder ci-dessous.

Il s'agit tout d'abord du maintien, à côté du type de centrales à eau légère, de celles du type graphite RBMK. L'Union soviétique possède 19 centrales en service du type PWR, avec réacteur modéré et refroidi à l'eau légère pressurisée, et 12 autres en commandes ou en construction du même modèle. Elle dispose aussi de 23 centrales en service du type RBMK (et 4 en commande ou en construction), c'est-à-dire avec réacteur modéré au graphite et refroidi à l'eau légère. A cela s'ajoute un petit BWR et deux surgénérateurs (cf. article ci-après).

Les réacteurs au graphite ont une structure modulaire dont les dirigeants soviétiques profitent pour agrandir de plus en plus les nouveaux modèles, par simple addition de modules. Le plus grand réacteur du monde est le RBMK de Jgalino, de 1 500 mégawatts (MW), entré en service depuis 1984 (1). Et les planificateurs projettent de construire des RBMK de 2 400 MW l'unité ! Dans les pays capitalistes développés, on n'a jamais construit de réacteurs au graphite de plus de 660 MW (GB).

Une autre caractéristique réside dans le développement accéléré du nucléaire pour le chauffage urbain. Les res-

pensables soviétiques sont les seuls, pour le moment, à construire des réacteurs « chaleur-seulement » dans ce but. C'est le cas à Gorki et Voronezh (500 MW). Ils ont également en projet la création d'une série d'autres réacteurs plus grands, combinant chaleur et électricité, donc forcément situés près des grandes villes (2).

Enfin, dernière particularité, le système bureaucratique soviétique conduit à une restriction de la circulation des informations, y compris pour les professionnels, et à l'impossibilité, du fait de l'absence de libertés politiques, de tout mouvement effectif d'opposition au nucléaire.

Certes, contrairement à l'image simpliste souvent répandue, certains débats existent en Union soviétique. Par exemple, ceux concernant la pollution du lac Baïkal — depuis plus de vingt ans... et la pollution continue ! — ou encore ceux portant sur des problèmes posés par le nucléaire. Mais ces échanges se font à fleur de mouche ; ils sont confinés dans des limites étroites. Et surtout, ces discussions ont un impact réduit sur les décisions prises en fin de compte. Enfin, elles sont plus d'une fois interrompues brutalement !

Depuis le début du 10^e plan quinquennal (1976-1980), le programme nucléaire soviétique a connu une puissante accélération. Pour quelles raisons ?

L'Union soviétique retire 80 % de ses devises en dollars de la vente de pétrole et de gaz. Elle avait donc misé sur cette carte pour assurer un équilibre de ses échanges extérieurs. Actuellement, elle se trouve prise à la gorge. D'un côté, les coûts de production dans les nouveaux champs pétrolifères de Sibérie augmentent fortement. De l'autre, la demande et le prix du pétrole sur le marché mondial diminuent depuis 1982. Ainsi, l'Union soviétique voit ses revenus pétroliers baisser d'environ 50 % depuis le début de l'année 1986.

Dans ce contexte, la course aventuriste au nucléaire ne se fait pas seulement sous l'impulsion des besoins en énergie pour l'électricité et le chauffage. Elle est aussi soutenue par un objectif : réserver les quantités les plus grandes de pétrole pour l'exportation pourvoyeuse de devises et donner plus de place au nucléaire pour ses propres besoins énergétiques.

LA GABEGIE REGNE AUSSI DANS LE NUCLEAIRE

Toutes les informations disponibles concordent sur un point : le nucléaire soviétique est d'une qualité assez médiocre. Il ne s'agit pas par cette affirmation d'attribuer un label de « sécurité » au nucléaire occidental, mais seulement de prendre en compte le développement concret du nucléaire en Union soviétique. Ce secteur souffre, comme toute l'industrie soviétique, de la mauvaise qualité des finitions. Un minimalisme cynique et irresponsable détermine la conception et surtout l'application des systèmes de sécurité. Tous les schémas idéologiques ne changeront rien à l'affaire.

Il est tout simplement vrai que le nucléaire occidental est d'une grande sophistication technique. Ceci peut être expliqué par le niveau technique et industriel supérieur de ces pays, par la pression constante du mouvement antinucléaire et donc une volonté « d'enfermer le démon dans sa bouteille ».

La nature du régime soviétique et

LES PROGRAMMES NUCLEAIRES

	nombre de réacteurs en service	nombre de réacteurs en construction ou commandés	part à la production d'électricité du pays
Union soviétique	45	16	11 %
Etats-Unis	101	29	17 %
France	44	17	65 %
RFA	20	5	31 %
Japon	32	10	26 %
Suisse	5	—	40 %

1. MW : Mégawatt, équivalent à 1 million de watts.
2. Cf. Nuclear News mars 1986.

le caractère bureaucratique de sa planification ne garantissent pas un nucléaire plus sûr. Tout d'abord parce qu'il n'y a pas de réel socialisme en Union soviétique, mais une société rongée par le cancer bureaucratique. Il ne peut y avoir de socialisme sans démocratie, sans possibilité de gestion par les travailleurs, les techniciens, les savants, sans le maximum de droits pour les citoyens en général, sans un dépérissement des fonctions étatiques et une prise en charge des tâches de direction de la société par la société elle-même.

Ensuite, parce que le nucléaire reste le nucléaire, avec ses dangers spécifiques et terrifiants, dans un pays capitaliste tout comme en Union soviétique. La sophistication technologique américaine ou française n'y change rien.

Enfin, parce qu'une planification bureaucratique et centralisée par le bureau politique du Parti communiste — et non pas autogérée et planifiée démocratiquement — ne peut qu'aboutir à la gabegie, aux dissimulations les plus dangereuses, aux dommages sociaux et économiques payés par la grande majorité de la population.

C'est ce régime, et non le socialisme, qui nourrit la faible productivité industrielle et les déficiences technologiques. Et c'est pour tenter de modifier cette situation — tout en gardant le monopole du pouvoir au Parti-Etat — que Gorbatchev a un besoin lancinant de devises (donc d'exportation du pétrole !) pour importer des biens et des techniques des pays capitalistes développés.

Or, non seulement le savoir scientifique accumulé en Union soviétique aurait le potentiel de les concevoir et de les réaliser, mais il aurait, dans le contexte d'une société autogérée, la possibilité de proposer des solutions alternatives à une série d'options techniques produites par le système capitaliste en Occident.

TOUS LES DÉFAUTS TYPIQUES

La légèreté avec laquelle les responsables soviétiques ont conçu leur système de sécurité et l'installation de leurs réacteurs PWR est révélée par « l'affaire finlandaise ». L'Union soviétique, selon les normes en vigueur chez elle, a livré deux réacteurs PWR, de 440 MW chacun, à la Finlande. Ils sont entrés en service en 1977 et 1981. Les responsables finlandais, dont l'industrie n'est pourtant pas à la pointe de la technologie nucléaire, les ont aussitôt entourés d'enceintes de confinement de conception suédoise, ouest-allemande et américaine. En outre, ils ont perfectionné le système de refroidissement de secours avec la firme nord-américaine Babcock et Wilcox. Sous cette impulsion, les soviétiques ont décidé d'introduire des perfectionnements analogues dans leurs PWR des années 1980. Il n'est même pas exclu que de nouvelles normes aient été adoptées dans des centrales récentes, type graphite, comme celle de Tchernobyl.

Mais tout indique que les décisions

concernant la sécurité, quand bien même elles sont adoptées par toutes les instances officielles, s'enlisent dans le marais de l'irresponsabilité et de l'incompétence de la gestion bureaucratique. Le 27 mars 1986, dans le périodique *Literaturnaïa Gazeta* de Kiev (Ukraine), un journaliste décrivait, avec les précautions d'usage, les progrès périlleux accomplis sur le chantier nucléaire de Tchernobyl : « *L'incapacité et même la mauvaise volonté de la direction technico-administrative pour organiser le travail des brigades (de travailleurs) a fini par entraîner une réduction des normes de réalisation. On a commencé à enregistrer de la fatigue, l'usure des équipements, des machines, des pénuries d'instruments de mesure etc. En un mot, tous les défauts du processus de construction, qui sont malheureusement typiques, apparemment dans leur évidence, sous des formes extrêmes.* » (3)

Or, en contraste avec cette triste réalité, on peut réunir une collection de déclarations de porte-parole scientifiques de l'Union soviétique ou des pays du COMECON qui font dresser les cheveux sur la tête. Ainsi, Andronik Petrossian, président du comité d'Etat pour l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, affirmait haut et fort : « *S'il existait ne serait-ce que le moindre danger pour la population, ni l'Union soviétique, ni aucun autre pays socialiste ne construirait de telles centrales* ».

L'hebdomadaire ouest-allemand *der Spiegel* du 5 mai 1986 rappelait fort à propos que le père du nucléaire est-allemand, Klaus Fuchs, avait écrit que la philosophie de la sécurité perfectionniste du nucléaire capitaliste aboutissait à : « *une conception indéfendable du point de vue économique (...) (car voulant) maîtriser techniquement par toujours plus d'acier et de béton, même l'accident le plus improbable* ». Belle ironie de l'histoire.

Cette option pro-nucléaire, qui a sa place dans l'idéologie particulière de la bureaucratie, trouve ses répercussions à Cuba, parmi les scientifiques formés à l'école soviétique. Ainsi, Raimundo Franco Parellada, directeur de l'Institut de recherches nucléaires de l'académie des sciences de Cuba, déclarait à l'occasion de l'accident de la centrale nucléaire américaine de Three Mile Island à Harrisburg en 1979 que : « *Les réacteurs soviétiques destinés à la production commerciale d'énergie n'ont jamais eu d'accident ; ils sont conçus avec une marge de sécurité beaucoup plus large que ceux des Etats-Unis. En Union soviétique, on ne lésine pas sur les mesures de protection, et on ne craint pas de réaliser un investissement initial plus élevé, s'il le faut* » (4). Ou comment l'acte de foi voisine avec le mensonge.

Certes, on pourrait aligner les citations du lobby nucléaire capitaliste contre les précautions et raffinements techniques jugés superflus, que lui impose la législation. Une législation qui a été adoptée avec réticence et sous la pression du mouvement anti-nucléaire, de l'opinion publique alertée par ce mouvement,

par les accidents et par les prises de position de scientifiques de renom. On pourrait aussi indiquer qu'une distance existe, plus d'une fois, entre des mesures préconisées et leur application. Mais tout cela ne peut diminuer d'un seul gramme la responsabilité particulière de la bureaucratie au pouvoir en Union soviétique. L'option nucléaire, avec toutes ses implications comme les formes de sa réalisation sont des choix effectués par elle seule et appliqués à l'encontre des intérêts de la population !

UN ACCIDENT PRÉVISIBLE

Cependant, il est utile de relever combien le lobby nucléaire occidental — qui n'hésite pas à faire flèche de tout bois et à développer le mythe d'une différence de nature entre les dangers du nucléaire à l'Est ou à l'Ouest — se réveille brusquement. Jusqu'à maintenant, plus d'un défenseur du nucléaire des pays capitalistes manifestaient une admiration certaine pour la détermination du Kremlin à faire du nucléaire.

La revue du lobby nucléaire nord-américain, *Nuclear News*, ne pouvait camoufler son ravissement après de nombreuses visites des installations soviétiques en écrivant dans son édition de février 1984 : « *Selon ses plans économiques en cours, l'Union soviétique espère accroître sa puissance nucléaire installée du niveau présent, qui est de 19 gigawatts (GWe) (5) à un niveau qui devrait se situer entre 60 et 80 GWe en 1990. Les plus proches des autres pays du COMECON envisagent un accroissement des 5,5 GWe d'aujourd'hui à 37 GWe. Ces espérances prodigieuses suscitent un scepticisme considérable parmi les experts industriels occidentaux qui se souviennent des projections qu'ils avaient eux-mêmes faites dans les années 1960 et encore au début des années 1970. Et, pourtant, si l'on prend en considération les circonstances très différentes qui caractérisent l'Union soviétique, on a le sentiment que l'Est pourrait réussir là où l'Ouest a échoué, ou en tout cas parvenir bien plus près de ses objectifs. Alors qu'à l'Ouest, les principaux obstacles sont les délais, les procédures d'autorisation, la croissance déclinante de la demande d'électricité et les difficultés de financement. Les principaux problèmes de l'Union soviétique, quant à elle, sont d'arriver à raccourcir les délais de construction (ils envisagent une durée de 4 ans, ndlr.) et de réussir à édifier les capacités industrielles nécessaires à la fourniture de composants de haute qualité* ».

Dans le jeu infernal des probabilités d'accidents nucléaires à travers le monde, il y a malheureusement une certaine logique qui fait que le plus grave accident nucléaire soit survenu en Union

3. Cité par le quotidien français *Libération* du 9 mai 1986.

4. *Granma*, organe du Parti communiste cubain, La Havane, 3 juin 1979.

5. GWe : Gigawatt, équivalent à 1 milliard de watts.

soviétique (6). Car c'est bien là que se réalise, à un rythme très élevé, un programme de construction et de mise en service de très nombreux réacteurs. Ce programme tend à l'extrême, c'est-à-dire dépasse et déséquilibre les possibilités et moyens de l'Union soviétique.

Ces dernières semaines, la presse et la télévision soviétique ont expliqué que l'accident de Tchernobyl était dramatisé par les « médias impérialistes » dans le but de discréditer l'Union soviétique. Certes, les officines de propagande ne vont pas manquer une si belle occasion et lésiner dans leur effort pour attaquer, au-delà de l'Union soviétique, l'idée même du socialisme.

Mais, il ne faudrait pas oublier que ceux qui alimentent l'anti-socialisme et l'anti-communisme, à l'Ouest comme à l'Est, ce sont les bureaucraties au pouvoir, ce sont les maîtres, réformateurs ou pas, du pouvoir du Parti-Etat.

La télévision soviétique a ainsi censuré la phrase du directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique

(AIEA), qui, lors de sa conférence de presse à Moscou, disait la simple vérité : Tchernobyl est le plus grave accident que le monde ait connu. Voilà une censure qui n'est qu'un signe, parmi d'autres, que les dirigeants du Kremlin ne vont surtout pas remettre en question leur programme nucléaire. ■

Robert LOCHHEAD,
12 mai 1986.

6. Les risques n'existent pas qu'en Union soviétique. La commission de réglementation nucléaire des Etats-Unis (NRC) avait calculé en 1982 que la probabilité de fusion du cœur d'une centrale, qu'elle soit très partielle comme à Three Mile Island en 1979, ou plus grave comme à Tchernobyl, est de 1 sur 500 par année. Il y aurait donc un tel accident par an s'il y avait 500 réacteurs en service. Il y en a actuellement 370 dans le monde, il y en aura 540 en 1992. Récemment, la NRC admettait devant le Congrès nord-américain qu'elle voyait une chance sur deux pour qu'un autre Three Mile Island arrive aux Etats-Unis dans les vingt ans qui viennent (*The Economist*, 10 mai 1986).

Hypocrisies radioactives

A EN croire certains commentateurs occidentaux, le type de réacteur RBMK auquel appartiennent les quatre réacteurs de Tchernobyl, serait une spécialité soviétique inconnue ailleurs. Un tel accident serait, suivant ce raisonnement, impossible dans les centrales nucléaires du monde capitaliste. Mais qu'en est-il en réalité ?

Robert LOCHHEAD

Le sigle russe RBMK désigne un réacteur modéré au graphite et refroidi à l'eau légère (l'eau courante). Le type le plus courant dans le monde est le réacteur modéré et refroidi à l'eau légère pressurisée (PWR) ou bouillante (BWR). Les réacteurs canadiens (CANDU) sont modérés et refroidis à l'eau lourde.

Il existe en Occident une centrale nucléaire dont le réacteur est aussi modéré au graphite et refroidi à l'eau légère, c'est celle de Hanford aux Etats-Unis, dans l'Etat de Washington. Ce réacteur de 860 mégawatts est mi-civil, mi-militaire, produisant électricité et plutonium. C'est la plus ancienne centrale nucléaire actuellement encore en service aux Etats-Unis et sa réputation en matière de sécurité est exécrable.

PLUS COMMERCIAL

La France et le Royaume-Uni ont des réacteurs modérés au graphite et refroidis au gaz (gaz carbonique ou hélium). Depuis le début de l'accident de Tchernobyl, toutes les vertus offensées du nucléaire occidental ne cessent de rejeter la faute sur l'absence, à Tchernobyl, d'enceinte de confinement (le titanesque dôme extérieur de béton, très coûteux). Mais comme l'ont quand même signalé quelques journalistes, ni le réacteur de Hanford, ni

les réacteurs graphite-gaz français, ni les plus anciens des graphite-gaz britanniques n'ont d'enceinte de confinement !

Aujourd'hui, on se glorifie de la sécurité tellement supérieure des réacteurs à eau légère occidentaux. Cependant, les professionnels du nucléaire avaient toujours considéré les réacteurs au graphite comme intrinsèquement plus sûrs.

Les réacteurs au graphite sont le plus vieux type de réacteurs, les premiers qu'on ait construits dès les débuts du nucléaire dans les années 1940-1950. Dans les années 1950, il paraissait évident que les centrales commerciales futures seraient dérivées de ce type-là.

Le réacteur à eau légère s'est imposé pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la sécurité. C'était le modèle qui avait été développé pour les moteurs des sous-marins US, parce qu'à puissance égale, il avait un volume très petit. Mais, ce petit volume laissait présager des risques d'échauffement inquiétants. Par contre et pour simplifier un peu l'explication, le réacteur au graphite semblait d'autant plus sûr que les possibilités d'échauffement étaient moindres, vu la dispersion du combustible dans un grand volume de graphite.

L'avantage du réacteur à eau légère était strictement commercial. Il était moins cher parce que sa production avait été industrialisée à grande échelle

aux frais du budget de la marine. Mais du point de vue de la sécurité, il paraissait un pari audacieux. C'est bien pour cela que l'enceinte de confinement a été inventée pour lui !

Dès les années 1960, les réacteurs à eau légère Westinghouse (PWR) et General Electric (BWR) partaient à la conquête du marché mondial. Les Français, après avoir construit, jusqu'au début des années 1970, 7 centrales commerciales au graphite (dont Chinon 2 et 3, Saint Laurent des Eaux 1 et 2, et Bugey 1) renonçaient, la mort dans l'âme, à cette filière pour se mettre au PWR dans le but d'en exporter. Le Royaume-Uni faisait le choix opposé : poursuivre et perfectionner ses réacteurs au graphite, se coupant par là des marchés d'exportation.

Il est possible qu'aujourd'hui les réacteurs à eau légère occidentaux soient plus sûrs. Est-ce à cause des qualités intrinsèques du type ? Non, c'est parce qu'ils ont concentré sur eux toutes les études et les perfectionnements et qu'on leur a ajouté de nombreuses sophistications, en grande partie sous la pression des revendications et mobilisations antinucléaires.

UNE ADMIRATION COUTEUSE

Pour sûr, la combinaison graphite-eau légère du RBMK soviétique est malheureuse, puisqu'elle accroît les possibilités d'inflammation du graphite en cas d'échauffement accidentel. La qualité générale de la technologie nucléaire soviétique, sa mise en œuvre concrète ont été critiquées par les experts occidentaux. Mais jusqu'à ce jour, ni le choix du type RBMK lui-même, ni vraiment l'absence d'enceinte de confinement pour ce type de réacteur n'ont été la cible des critiques.

Mieux, c'est le culot irresponsable des dirigeants soviétiques d'avoir construit des PWR sans enceinte de confinement qui suscitait parfois une certaine envie parmi le lobby nucléaire occidental. Par exemple, *Nuclear News*, de février 1984, écrivait : « *L'aspect du type soviétique de réacteur PWR de 440 MWe qui a été le plus critiqué par les observateurs occidentaux est l'absence de bâtiment de confinement résistant à la pression. Les ingénieurs soviétiques répondent en faisant remarquer que leurs réacteurs et leurs circuits primaires de refroidissement sont placés dans des voûtes de béton scellées qui, en cas d'accident par perte de liquide de refroidissement, constitueraient autant de chambres d'atténuation de la pression et n'offriraient à une fuite de produits de fission qu'un chemin très tortueux. Une telle approche alternative pourrait être très intéressante à méditer par les ingénieurs occidentaux qui proposent justement des confinements avec ouverture d'échappement ou qui étudient des mécanismes de rétention sélective des produits de fission (en cas de fuite accidentelle, ndlr.)* ».

Robert LOCHHEAD,
12 mai 1986.

L'URSS dans le miroir du XXVII^e congrès du PCUS

DEUX visions erronées de la réalité soviétique prévalent aujourd'hui en Occident.

La première présente l'Union soviétique essentiellement comme une société figée et totalitaire. Le contrôle de la bureaucratie sur toute la vie sociale serait la cause d'un immobilisme et d'une stabilité quasi totale. La bureaucratie aurait réussi à tout intégrer dans son système, y compris le travail au noir, la corruption, la criminalité, les dysfonctionnements de l'économie, l'attrait du modèle occidental de consommation. L'apolitisme de la population serait la preuve ultime de son succès. De ce fait, le système serait capable de se reproduire indéfiniment. Une bonne partie des « dissidents » de droite renchérisse encore sur cette appréciation. Elle est évidemment partagée par la plupart des « soviétologues » bourgeois.

La seconde vision, au contraire, présente la société soviétique comme essentiellement dynamique. Le progrès économique, l'élévation du niveau de vie, la qualification croissante des travailleurs, expliqueraient à la fois l'absence d'opposition politique populaire et la pression constante en faveur de réformes progressistes, à l'égard de laquelle la bureaucratie ne peut éternellement se dérober. Ce qui serait à l'ordre du jour depuis la mort de Staline en 1953, ce sont des vagues successives de réformes. Et celles-ci rapprocheraient de plus en plus l'Union soviétique du modèle de la société socialiste que Marx et Lénine avaient imaginé. Les réformes de Gorbatchev ne seraient que les dernières en date d'une longue série, démontrant la vitalité et la santé fondamentales du corps social. Le cours de réformes radicales et de démocratisation serait irréversible. Cette deuxième vision ne prévaut pas seulement dans les milieux des Parti communistes pro-soviétiques et dans le Parti communiste cubain. Elle se manifeste de plus en plus chez les eurocommunistes, voire dans une aile toujours plus vaste de la social-démocratie européenne, avant tout dans le Parti social-démocrate (SPD) de RFA (1).

Une analyse objective de la réalité soviétique et de son évolution au cours des trente dernières années amène à conclure que ces deux visions sont erronées. Elles ne rendent pas compte de la nature et de l'évolution contradictoire de la so-

ciété soviétique, qui est précisément faite d'une combinaison de dynamisme et d'immobilisme.

Le dynamisme résulte de la croissance économique et sociale, impressionnante à long terme, même si elle se ralentit davantage chaque année. Cette croissance a profondément transformé le pays par rapport à ce qu'il était en 1940, en 1950 ou même en 1960.

L'immobilisme résulte de la mainmise bureaucratique sur l'Etat et la société. Cette gangue est un obstacle à la croissance à venir. Elle prive le pays, avant tout les masses laborieuses, la jeunesse, l'intelligentsia créatrice, les femmes, les minorités nationales, les « nouveaux pauvres », d'une bonne partie des fruits de la croissance passée.

C'est cette contradiction qui domine aujourd'hui la situation en Union soviétique, c'est elle qui détermine son avenir immédiat. C'est elle qui explique les préoccupations, les inquiétudes, voire l'angoisse de l'équipe de Gorbatchev. C'est elle qui est la source à la fois de sa démagogie populiste en faveur de « réformes radicales » et de son incapacité à réaliser celles-ci sur une échelle un tant soit peu suffisante pour donner un nouvel élan à la croissance économique.

Cette contradiction a dominé les travaux préparatoires au XXVII^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) ainsi que les débats de ce même congrès qui s'est tenu en mars dernier. Il est donc logique que dans l'appréciation même de ce XXVII^e congrès du PCUS chez les commentateurs occidentaux, l'on retrouve en gros les deux interprétations parallèles que nous avons évoquées ci-dessus. Les uns proclament que ce fut un congrès décevant, où, en somme, rien ne s'est passé, un « non-événement » en quelque sorte. Les autres y voient au contraire la confirmation que « la réforme » est en marche et que rien ne l'arrêtera.

Dans un précédent article, consacré aux six premiers mois de l'ère Gorbatchev, nous avions défini le projet du nouveau chef du Kremlin comme celui d'une réforme bureaucratique de la bureaucratie (2). Le contenu du XXVII^e congrès du PCUS confirme pleinement cette appréciation.

Ernest MANDEL

Le XXVII^e congrès du PCUS fut avant tout un congrès de bureaucrates et non d'ouvriers et de paysans, et ce autant sinon davantage encore que les congrès précédents. Sur les 88 interventions à la tribune du congrès, seules 8 — moins de 10 % — peuvent être attribuées à des ouvriers travaillant effectivement en entreprise, et ceci dans le sens le plus vague du terme. Encore plus significatif : alors que les femmes représentaient 27 % des délégués du congrès, seules sept femmes purent prendre la parole — c'est-à-dire moins de 8 % des intervenants. 15 femmes furent élues au comité central composé de 307 membres, soit moins de 5 %. Pas une seule femme ne fut élue au bureau politique composé de 12 membres et de 7 candidats-membres. Une femme fut élue membre du secrétariat du comité central sans être membre du

bureau politique. En additionnant les membres du bureau politique aux autres membres du secrétariat, il n'y a ainsi qu'une femme sur 26 personnes.

UN CONGRES DE BUREAUCRATES

Ces chiffres suffiraient à eux seuls pour confirmer le jugement des marxistes révolutionnaires sur le PCUS. C'est un parti de la bureaucratie, ce n'est pas un parti de la classe ouvrière (3). Mais en même temps, cette bureaucratie a de nouveau perdu la garantie de l'emploi (du moins de l'emploi au niveau atteint) dont elle avait joui sous Leonid Brejnev. Celui-ci était venu au pouvoir pour assurer, comme il le disait lui-même, le « respect des cadres », respect que Khrouchtchev avait mis à rude épreuve. Gorbatchev, par contre, secoue les cadres en s'engageant plus avant dans la voie déjà ouverte par Youri Andropov.

Encore une fois les chiffres sont éloquentes. Au sommet de la hiérarchie, 5 membres sur 12 du bureau politique, 10 chefs de départements sur 24 du comité central, 30 des 80 ministres et présidents des comités d'Etat, 4 des 15 pre-

1. Voir notamment les commentaires du dirigeant émigré communiste tchèque Mlynar dans la revue ouest-allemande *Sozialismus* d'avril 1986. En revanche, Zhorès Medvedev, dans un livre récent, exprime une opinion plus sobre et plus pessimiste sur les buts et la fonction de Gorbatchev (« Gorbatchev », Basil Blackwell, Londres, 1986). De même, Marie Lavigne dans *Le Monde diplomatique* de février 1986.

2. Cf. *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

3. « Autrefois, l'organisation du parti organisait des réunions au moins une fois par an. Aujourd'hui, la plupart des communistes ne participent plus à aucun échanges d'idées dans les entreprises, et cela depuis plusieurs années », lit-on dans le courrier des lecteurs de la *Pravda* du 7 janvier 1986.

miers secrétaires des Partis communistes des 15 républiques soviétiques, 50 des 159 premiers secrétaires régionaux du PCUS, 138 des 320 membres de l'ancien comité central, ont été remplacés. La purge a été radicale au sommet, même si Gorbatchev, dans son rapport au XXVIIe congrès, a explicitement rejeté la demande (venue d'où ?) d'une purge dans l'ensemble du parti.

La nature bureaucratique du congrès apparaît de même dans sa mise en scène soignée jusque dans les moindres détails, dont toute spontanéité est restée absente. Tous les discours étaient lus, préparés d'avance, suivant une division du travail tout à fait ennuyeuse. Le seul moment de détente a été offert par Gorbatchev lui-même qui interrompit un hommage particulièrement élogieux à son égard, venant de la part d'un certain Kulidjanov, premier secrétaire de l'association des travailleurs de l'industrie cinématographique (*Pravda*, 1er mars 1986). Mais là encore, qui nous dit qu'il ne s'agissait pas d'une comédie aux rôles pré-établis ?

UNE ACCÉLÉRATION DIFFICILE A RÉALISER ...

Sur le fond, le XXVIIe congrès n'apporta aucun élément nouveau. Les objectifs pour l'an 2 000 étaient connus d'avance : doubler la production, assurer à toutes les familles l'accès à un logement individuel, normaliser l'approvisionnement et accroître de manière spectaculaire la production agricole. Ces objectifs ont été simplement confirmés par le congrès.

Les principaux moyens envisagés pour réussir ce redémarrage de la croissance économique et sociale, définis au plenum du comité central d'avril 1985 restent :

- un renforcement simultané des instances centrales du plan et de l'autonomie des directions d'entreprise, avec réduction du pouvoir des organismes intermédiaires comme les ministères ;

- une plus grande discipline au travail et notamment un calcul des salaires effectué selon le rendement personnel ;

- la création de comités agro-industriels pour stimuler la modernisation de l'agriculture ;

- un élargissement de l'aire de la production marchande dans l'agriculture et les services, mais pas dans l'industrie ;

- une attention prioritaire accordée à la technologie de pointe et aux secteurs industriels qui sont censés la « porter » : électronique, robotique, machines électriques, lasers, biogénétique, outillage scientifique, afin de rattraper le retard technologique de l'Union soviétique par rapport aux pays impérialistes ;

- une importance majeure accordée à la modernisation des entreprises existantes plutôt qu'à la construction de nouvelles entreprises ;

- une répression plus dure de la corruption, du marché noir, des intermédiaires illégaux (tolkachi) etc..

Tout cela n'est point nouveau.

C'est même en deçà de ce qu'avaient projeté les deux réformes économiques antérieures, celle dite de Libermann au début des années 1960 et celle dite de Kossyguine au début des années 1970. D'ailleurs, de très nombreuses tares de l'économie soviétique, dénoncées à la tribune du XXVIIe congrès, sont littéralement identiques à celles dénoncées par Malenkov il y a plus de trente ans (4).

L'accent mis dans tous les rapports sur le rôle des cadres confirme l'impression que c'est essentiellement à travers une plus grande discipline au sein de la bureaucratie et une meilleure sélection des responsables, que l'équipe Gorbatchev espère réaliser ses objectifs. « *Place aux technocrates efficaces* », tel est le mot d'ordre de l'heure. Les appels rituels à la « *participation de la base* » ne peuvent donner le change qu'aux naïfs. Les faux naïfs font semblant d'y croire, quand ils n'expriment pas leur scepticisme à voix basse.

... SANS VÉRITABLE DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Il est vrai qu'une proposition nouvelle a surgi dans le rapport de Gorbatchev. C'est celle de la création de « conseils des collectifs de travail » dans l'entreprise, suivant ses propres paroles. Toutefois, ces conseils ne seront pas élus mais désignés (5). Ils se composeront — s'ils voient le jour, ce qui n'est pas certain — de représentants de la direction, de représentants des comités du parti, des syndicats et des komsomols, de représentants des brigades et d'« ouvriers et d'experts » (c'est-à-dire de techniciens). Le contrôle par la bureaucratie est donc assuré d'avance. On est loin d'un véritable conseil des travailleurs (conseil ouvrier) démocratiquement élu.

Si la démocratie socialiste a été mentionnée dans le rapport de Gorbatchev, et si ce thème est revenu dans plusieurs discours de délégués, les propositions et commentaires sur ce thème sont d'un vague plus que prudent. Ce ne sont même pas des ballons d'essai. Ce sont des bulles d'air, qui s'évanouissent l'instant d'après.

« *Il faut se rappeler que, pour Lénine, l'essence même du pouvoir soviétique réside dans l'auto-administration des travailleurs* » proclame Gorbatchev au tournant d'un paragraphe. Mais la phrase suivante précise : « *l'auto-administration ne se développe pas à l'extérieur des institutions étatiques, mais en leur sein même* ». Il ne s'agit donc pas d'organes nouveaux. Il s'agit d'organes existants sous l'empire de la bureaucratie.

Gorbatchev a fait une allusion non moins vague à l'extension du pouvoir des soviets locaux, voire de la « *démocratie directe* », sans autre précision. Mais il admet immédiatement que toutes ces institutions disposent de peu de moyens matériels. Or, comme le dit Marx, « *ceux qui contrôlent le surproduit social, contrôlent la société* ». En Union soviétique, c'est l'appareil d'Etat central, c'est-à-dire la bureaucratie, qui contrôle le surproduit

social. Pas question de relâcher de quelque manière que ce soit ce contrôle. Gorbatchev l'a proclamé haut et fort sous les applaudissements enthousiastes des congressistes bureaucrates. Ce fut même l'un des sommets frénétiques du congrès. Autre bulle d'air, l'affirmation suivante de Gorbatchev : « *Il est temps d'appliquer les corrections nécessaires à nos pratiques électorales* ». Lesquelles ? Les congressistes et les masses soviétiques restent sur leur faim. Aucune précision n'est donnée.

« *Les syndicats font tout ce qui est nécessaire pour assurer la discipline du travail et accroître la productivité* », affirme Gorbatchev. Et il ajoute : « *Cependant, quand il s'agit de défendre les intérêts légitimes des travailleurs, la protection des conditions de travail, l'effort pour éviter des accidents, la construction et le fonctionnement des institutions hospitalières, des locaux de sport et de culture, les syndicats ne manifestent pas dans tous les cas — et de loin — l'énergie combative et l'obstination nécessaires. Il est clair qu'une telle passivité satisfait ceux des fonctionnaires de l'économie pour lesquels la production fait passer dans l'ombre l'être humain* » (*Pravda*, 26 février 1986). Comment cela pourra-t-il changer ? Par de simples exhortations rituelles ? Mystère ! Une fois de plus, il n'y a pas l'ombre d'une proposition concrète.

Le fond du problème est pourtant clair. La démocratie socialiste n'est ni une exigence normative ni un « idéal » à réaliser étape par étape. Elle constitue une nécessité pratique immédiate pour le bon fonctionnement de l'économie et de la société soviétique. Sans cette démocratie, il est impossible pour une économie planifiée de connaître les préférences des travailleurs en tant que producteurs, comme en tant que consommateurs. Dans l'ignorance de ces préférences, il est même impossible de répartir dans des proportions un tant soit peu adéquates le produit social et le surproduit social. La mobilisation du potentiel d'initiatives et de connaissances que recèle aujourd'hui la classe ouvrière soviétique reste dès lors un mirage. La réalisation du plan Gorbatchev reste, quant à elle, suspendue dans les airs, où alors repose sur le seul bon vouloir des bureaucrates.

Soit dit en passant, voilà aussi l'explication de l'attrait que des réformes allant dans le sens d'un élargissement de la sphère du marché continuent à exercer non seulement sur les technocrates mais

4. Un exemple parmi tant d'autres : Rychkov dénonce le fait qu'il y a plus de 300 000 projets en voie de construction et non achevés, dont de nombreux depuis des années. Pendant la période 1981-1984, les coûts des projets en voie de construction avaient déjà dépassé de 24 % les prévisions du plan. L'ouvrier G. S. Kostenko révéla au congrès qu'une briqueterie est en voie de construction à Barmovskaïa depuis ... dix ans ! (*Pravda*, 3 mars 1986).

5. Il est vrai que dans la région de Stavropol, dont Gorbatchev est originaire, l'ancien premier secrétaire du PCUS, Razumovsky, entretemps promu chef de département au comité central, avait fait quelques timides essais d'élection par le personnel des responsables au niveau intermédiaire des entreprises.

encore sur la majeure partie de l'intelligentsia critique. Par rapport à la centralisation bureaucratique inepte et gaspilleuse, le marché apparaît comme le seul correctif tant soit peu efficace, dès lors qu'on écarte l'institutionnalisation de la démocratie socialiste, c'est-à-dire le pouvoir direct des travailleurs, et notamment leur pouvoir de décider de la répartition du produit social et de disposer du surproduit social, avec toute la dynamique que ce pouvoir enclenche.

Dans un article récemment publié par la revue *EKO*, dirigée par un des principaux conseillers de Gorbatchev, l'académicien Aganbegyan, la sociologue Zaslowskaïa commence à mettre l'accent sur le problème de la démocratie. Elle le fait évidemment, elle aussi, en termes vagues. Les besoins et les capacités de l'homme, c'est-à-dire des travailleurs et travailleuses, les critères objectifs et subjectifs qui définissent le concept de justice, sont au centre de ses recommandations. Soit. Mais il y a bien une question de gestion et de pouvoir qui est sous-jacente à toute cette problématique. Il est difficile de le nier surtout pour quelqu'un qui se revendique du marxisme. Et la question du pouvoir pose immédiatement celle des privilèges de la bureaucratie précisément garantis par son monopole de l'exercice du pouvoir. Il est impossible de faire des pas réels dans la voie de la démocratie en contournant ce problème. Il est tout aussi impossible de contourner ce problème et de vouloir réaliser l'accélération de la croissance projetée par Gorbatchev.

LES PRIVILEGES DE LA BUREAUCRATIE EN QUESTION ?

Justement, les privilèges de la bureaucratie ont commencé à être dénoncés publiquement de manière plus claire qu'auparavant dans la période précédant le récent congrès du PCUS. Les magasins spéciaux, dont l'existence a été niée par les apologistes du régime pendant des années, ont été mentionnés dans le fameux discours de Yevtouchenko au congrès des écrivains de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) (6). Quelques orateurs au congrès du PCUS y ont fait de timides allusions.

Gromyko les a vertement rabroués dans son intervention en transformant la critique d'une couche sociale en une critique de mœurs individuelles et de style de travail : c'est une astuce habituelle de l'idéologie bureaucratique. Selon Gromyko, si le principe de la critique est justifié, il n'est pas admissible de critiquer des communistes honnêtes. Et si ces communistes honnêtes jouissent, eux aussi, de privilèges inadmissibles, ressentis comme une profonde injustice par la masse des travailleurs ? Notre fin moraliste ne nous dit pas comment il faut réagir dans une telle situation (7).

Lors d'une conférence de presse assez mouvementée qui a coïncidé avec le XXVII^e congrès, Alixev, membre du bureau politique du PCUS et apparemment numéro 5 de la hiérarchie bureau-

cratique, a été apostrophé à propos des magasins spéciaux. Il a eu une réplique d'un cynisme qui en dit long sur le manque de tact et de sensibilité des bureaucrates soviétiques, pour ne pas dire leur manque de conviction communiste. « *Les dirigeants travaillent 24 heures par jour. Il faut bien qu'ils aient à leur disposition des magasins ouverts 24 heures sur 24* » (8).

Les dirigeants travaillent-ils davantage que les mineurs, que les camionneurs, que les ouvrières du textile obligées de faire la queue devant les magasins des heures durant et qui doivent ensuite s'occuper du ménage dans le climat sexiste qui prévaut toujours au sein de la famille patriarcale soviétique, et qui ont ainsi littéralement des journées de 16 heures sinon davantage ? Et quelle démagogie méprisante que de faire semblant de confondre les heures d'ouverture des magasins avec le débit de l'approvisionnement et la qualité des produits offerts !

L'existence de la nomenklatura est maintenant officiellement reconnue. Mais ses privilèges ne sont pas prêts d'être supprimés, nous en faisons le pronostic !

LE CONTENTIEUX ÉCONOMIQUE DES TRAVAILLEURS

Ce qui frappe dans les quelques interventions d'ouvriers et d'ouvrières au congrès, ainsi que dans les quelques correspondances ouvrières qui paraissent dans la presse soviétique, c'est un mécontentement largement répandu — on est même tenté de dire généralisé — par rapport à la gestion des entreprises et des combinats de la part de la classe ouvrière. On pourrait ergoter à l'infini sur la signification « idéologique » de ce mécontentement. Vu l'ignorance qui règne non seulement en Occident mais même chez les bureaucrates soviétiques de ce que pensent réellement les travailleurs, il s'agit de vaines spéculations. Par contre, le lien causal quasi direct entre la condition matérielle de la classe ouvrière, la portée des réformes de Gorbatchev ainsi que de celles de Youri Andropov, et le mécontentement ouvrier est bien plus qu'apparent.

Toutes ces réformes visent à rattacher les revenus des travailleurs à leur prestation individuelle. Or, cette prestation est beaucoup moins fonction de l'assiduité au travail, de la discipline, de l'effort physique ou même de la qualification technique, que de phénomènes économiques sur lesquels l'ouvrier individuel autant que les collectifs ouvriers n'ont aucune prise et qui relèvent de l'approvisionnement régulier en matières premières, de la qualité des machines, de la réparation des avaries, du choix des technologies, de l'organisation du travail etc.. Des ouvriers et des ouvrières sont systématiquement pénalisés dans leurs revenus à cause de ce dysfonctionnement de l'économie, pour lequel ils ne portent aucune responsabilité. Ils ressentent cet état de choses comme une profonde injus-

tice. Les travailleurs manifestent ce mécontentement de manière de plus en plus ouverte. Plus Gorbatchev insiste sur un calcul individualisé des salaires — notamment par l'invocation typiquement stalinienne d'une « *lutte contre l'égalitarisme petit-bourgeois* » —, plus la revendication du contrôle ouvrier sur la production, voire de la gestion ouvrière, fera son chemin.

Quelques-uns des exemples cités par des ouvriers sont particulièrement scandaleux. Dans la *Pravda* du 1^{er} mars 1986, A. S. Souchanov, membre de la brigade de travail du Mosmetrostroï, l'entreprise de travaux publics qui assure l'extension du métro de Moscou, dénonce non seulement l'approvisionnement irrégulier en matériaux de construction, en tubes en fonte et autres biens d'équipement, qui sont cause d'arrêts et de retards constants dans les travaux, mais révèle aussi que la proportion des ouvriers qui effectuent un travail purement manuel est exactement la même qu'il y a un demi-siècle : près de 40 %. Et ces travaux manuels sont notamment effectués à l'aide de marteaux-piqueurs semblables à ceux de 1935, mais d'une qualité encore inférieure.

Le même orateur ajoute : on a bien fourni en 1981 une machine complexe pour des travaux de forage et de terrassement, mais cette machine est fort défectueuse. Elle est en outre inutilisable durant 40 % du temps de travail. Beaucoup de travaux qu'elle a effectués ont dû être repris par la suite par des équipes manuelles.

L'ouvrière de filature de lin, V. N. Pletnjova, révèle dans son discours, publié dans la *Pravda* du 27 février 1986, que son combinat, spécialisé dans la fabrication du linge domestique à partir du lin, trouve de moins en moins de clients pour ses produits, vu leur qualité défectueuse et leur manque de goût. Elle ajoute : « *On parle constamment de la nécessité de renouveler l'équipement de l'usine, mais cette reconstruction est retardée depuis plusieurs quinquennats. De moins en moins d'ouvrières acceptent de travailler dans les ateliers ou sont tissés les fils, vu l'état sanitaire lamentable de ces ateliers et la poussière qui y abonde. De ce fait, la disproportion entre la filature et les ateliers de tissage augmente sans cesse.* »

6. Voir la traduction du discours paru dans *Rouge* du 27 février 1986. La *Pravda* du 13 février 1986 publie une lettre d'un certain N. Nikolaïev de Kazan, réclamant la suppression des magasins, cliniques et restaurants spéciaux réservés à la bureaucratie. Une lettre analogue est parue dans *Sovietskaïa Rossia*, du même jour.

7. L'ex-secrétaire général adjoint de l'ONU, Arkady N. Chevchenko, dénonce les privilèges exorbitants dont jouissent les hauts dignitaires de la diplomatie soviétique — y compris Gromyko — dans son livre *Breaking with Moscow* (Knopf, New York, 1985). Le personnage est un arriviste sans conviction politique. Mais ses descriptions sonnent vrai.

8. Cette conférence de presse est longuement relatée dans le quotidien français *Libération* du 28 février 1986.



Mikhaïl Gorbatchev à la tribune du 27e congrès du PCUS en février 1986. (DR)

Plaintes encore plus virulentes de la part de vingt-sept ouvrières qui ont réussi à faire publier leurs récriminations dans la *Pravda*, alors qu'elles n'étaient pas déléguées au congrès du PCUS. Dans l'édition du 18 mars 1986 de ce quotidien, elles révèlent que tout en étant hautement qualifiées en tant que vérificatrices de soudure électrique, on les emploie dans l'entreprise de Novomoskov, fondée pour la fabrication des tuyaux pour eau courante, dans des ateliers annexes qui fabriquent de la porcelaine en émail. C'est un emploi de manœuvres, effectué dans des conditions de santé et de sécurité inadmissibles, sans vêtements de travail, sans protection contre la poussière, et quelquefois sans que les heures travaillées dans ces ateliers soient même payées ! Et ce, dans une entreprise officiellement reconstruite il y a dix ans mais où l'on utilise toujours la même technique et le même équipement que « du temps des grands-parents ».

Mais voici l'aspect le plus significatif de cette affaire. La plainte a été rendue publique. La direction de l'entreprise a fait son autocritique. Elle a promis de satisfaire toutes les revendications des ouvrières. Puis le temps est passé. Les journalistes sont revenus à l'usine. Rien n'avait pratiquement changé. Leur reportage se termine par une formule vague : « Il y a des problèmes technologiques compliqués qu'on ne peut pas résoudre du jour au lendemain ». Mais quels sont donc ces « problèmes technologiques compliqués » pour fournir des vêtements de travail et une protection élémentaire à vingt-sept ouvrières ?

Si l'on étudie attentivement le

contentieux économique des travailleurs en Union soviétique, on s'aperçoit qu'on assiste à une lente résurgence de réactions de classe, phénomène bien plus important que les revendications immédiates et les plaintes courantes. La réaction négative de nombreux travailleurs face au système des brigades de travail, révélée par un article de la revue *EKO* qui avait fait sensation, est dûe, selon cette enquête officielle, à la cohésion et à la solidarité collective des travailleurs sur les lieux de travail, que le système des brigades tente de briser, et auxquelles les ouvriers sont farouchement attachés (9). C'est d'ailleurs aussi une des raisons pour lesquelles ils sont en général hostiles à la partie des réformes de Gorbatchev qui vise à individualiser les salaires.

UN LOURD CONTENTIEUX SOCIAL

Gorbatchev tente de réhabiliter le stakhanovisme et de relancer des expériences similaires à peine déguisées. Mais l'ouvrière Pletnjova, dans son discours prononcé au XXVIIe congrès du PCUS, cité plus haut, a eu le courage de dénoncer le fait que « certains organisateurs de la compétition fixent les normes à des niveaux artificiellement surélevés (...) et font assister les meilleures ouvrières de choc par des manœuvres. Mais les résultats sont attribués (et rétribués, ndlr.) exclusivement au profit des ouvrières de choc. D'où les records mirobolants. » C'est exactement cela le secret du stakhanovisme, que cette ouvrière considère à juste titre comme contraire

à la tradition, aux intérêts et au sens de justice du prolétariat !

Le contentieux social de la classe ouvrière soviétique apparaît comme particulièrement lourd, à travers les discours prononcés au XXVIIe congrès, y compris dans les discours des principaux responsables. Ils confirment que l'approvisionnement en vivres de qualité est irrégulier et insuffisant et que cela provoque une grave pression inflationniste. Ils confirment que les conditions de logement sont loin de donner satisfaction. Ils révèlent de graves lacunes en matière sanitaire (10).

Surtout, l'indifférence des directeurs d'entreprise et des dirigeants politiques locaux par rapport aux besoins et exigences des masses laborieuses est soulignée. L'ouvrier mineur J. M. Chatalov dénonce, dans la *Pravda* du 1er mars 1986, le fait que, dans son bassin minier, 150 millions de roubles ont été investis dans la production et « pas un seul dans des installations culturelles ou sportives pour les mineurs » (11). L'ouvrière G.S. Kostenko rappelle, dans la *Pravda* du 3 mars 1986, qu'au cours du 12e plan quinquennal, il aurait fallu construire

9. *EKO*, numéro 8, 1985.

10. D'après un sondage d'opinion effectué par l'Institut d'enquêtes sociologiques près l'Académie des sciences en 1985, et rapporté dans le journal *Moscow News* (mais pas dans la presse soviétique publiée en langue russe), 45 % des personnes interrogées estimèrent que les services médicaux fonctionnent moins bien qu'il y a dix ans, 52 % que les magasins sont moins bien approvisionnés, et 54 % que les transports en commun marchent plus mal (BBC World Service, 17 janvier 1986).

10 000 logements pour les travailleurs du Glavbamstroï, constructeurs de la nouvelle grande ligne de chemin de fer en Sibérie septentrionale. Or, on n'en a construit que 1 000. Le résultat en est une énorme fluctuation de la main-d'œuvre. Un tiers des travailleurs changent d'emploi chaque année parce qu'ils sont mécontents des conditions de vie.

De nombreux orateurs du congrès du PCUS ont révélé qu'il est de pratique courante de considérer les dépenses sociales comme non prioritaires ou « résiduelles », c'est-à-dire effectuées par les unités et combinats seulement dans la mesure où des ressources restent disponibles après que les dépenses dites économiques aient été faites. Ce que le congrès a surtout confirmé, c'est l'existence d'une énorme masse de pauvres, de laissés pour compte, dans la société soviétique. Ce phénomène à lui seul suffirait amplement à justifier la thèse des marxistes révolutionnaires suivant laquelle l'Union soviétique est fort éloignée du socialisme.

Gorbatchev révèle qu'il y a en Union soviétique plus de 50 millions de retraités. A ces retraités, il faut ajouter des millions d'invalides, de mutilés et de veuves. Or, le premier ministre Rychkov fixe au prochain plan quinquennal l'objectif d'un revenu minimum de 50 roubles par mois et par habitant. Actuellement, il semble que quelques 40 millions de citoyens et de citoyennes soviétiques ne disposent pas encore de ce revenu misérable, alors que le minimum vital était fixé à ce niveau dès 1967 et était confirmé par une loi dès 1976 (12). Un niveau de vie décent exige quelques 200 roubles par mois et par habitant.

Le nouveau préposé à l'idéologie au sein du bureau politique du PCUS, J. K. Ligatchov, a proclamé qu'il faut créer « une atmosphère constante de sincérité, d'honnêteté, de fermeté de principes partidaires et de vérité » (13). Mais ceux-là même qui jouissent de ces énormes avantages matériels par rapport aux « nouveaux pauvres », aux ouvriers et ouvrières, manœuvres et aux simples kolkhoziens, ont le culot de reprocher à une bonne partie de la société soviétique de « s'enfermer dans le monde étroit d'intérêts et de désirs égoïstes ». C'est la formule avec laquelle l'archi-conservateur Markov, bureaucrate-en-chef des écrivains, condamne les romanciers et cinéastes soviétiques néo-réalistes, qui cherchent au moins à décrire la société soviétique telle qu'elle est.

N'est-ce pas le comble de l'hypocrisie et de l'incohérence que d'en appeler, d'une part, constamment à l'« intérêt matériel », en insistant lourdement sur fait que chacun doit être rétribué selon son travail, et chercher à accroître la production en promettant d'augmenter les salaires en fonction de cet accroissement, et de mettre, d'autre part, au pilori ceux qui « calculent en fonction du rouble », tout en protégeant jalousement les énormes masses de roubles que la bureaucratie s'octroie généreusement ? N'est-ce pas là la source première du climat de manque de sincérité, d'hypocri-

sie, de mensonge, de cynisme, qui est si généralement répandu en Union soviétique ?

CLAMEURS SANS ÉCHOS OU ÉCHOS SANS CLAMEURS ?

Pour expliquer la décevante fadeur du XXVIIe congrès du PCUS, les thuriféraires de l'équipe au pouvoir utilisent deux arguments d'ailleurs contradictoires. Gorbatchev n'aurait pas encore vaincu toutes les résistances au sein de l'appareil, surtout aux échelons moyens et inférieurs. Les vraies mesures de réforme ne seraient introduites qu'après de nouvelles batailles politiques. Instruit par l'expérience négative du trop bouillant Khrouchtchev, Gorbatchev, en tant que manager meneur d'hommes accompli, préférerait agir de manière moins spectaculaire mais d'autant plus efficace. Les réformes réelles seraient donc introduites graduellement.

Abstraction faite de la dose d'intoxication (y compris d'auto-intoxication) que comportent de telles interprétations du XXVIIe congrès, la contradiction est manifeste entre la modestie de ce qui est décidé et les besoins de renouveau, de réformes radicales, de changement radical, qui ont été proclamés tout au long du congrès. Le chef du gouvernement, Rychkov, a même parlé de la nécessité de « changements fondamentaux » et de « changements révolutionnaires ».

Comment ne pas souligner dans ces conditions les remarques plutôt désabusées du nouveau chef du parti de Moscou, Yeltsine, qui s'exclama : « Pourquoi mentionnons-nous à chaque congrès toujours les mêmes problèmes ? Pourquoi dans le vocabulaire du parti le mot stagnation, qui est de toute évidence étranger, a-t-il fait son apparition ? Pourquoi n'avons-nous pas réussi depuis tant d'années à éliminer les racines du bureaucratisme, de l'injustice sociale et des abus ? » Puis vient la réponse décevante : « Parce que quelques fonctionnaires du parti n'ont pas le courage d'apprécier à temps et correctement la situation et leur propre rôle » (14).

Un grand pays de 260 millions d'habitants serait acculé à la stagnation, à la corruption massive et à l'injustice sociale, simplement parce que « quelques fonctionnaires du parti » manquent de courage ? Qui peut croire à ce conte de fées ?

Gorbatchev fait-il jouer les grandes orgues pour obtenir au moins les modestes réformes que Brejnev n'avait pas pu ou pas voulu réaliser ? Sa clameur est-elle une tentative populiste pour secouer l'appareil et rien de plus ? Restera-t-elle de ce fait sans écho devant l'inertie et la puissance de l'appareil ?

Les soviétiques ont moins peur de critiquer. Les objets de leurs critiques sont innombrables. Ce n'est plus seulement de critiques individuelles dont il s'agit. Dans son discours au congrès, Gromyko a reconnu que les lettres critiques à la presse sont quelquefois contresignées par des centaines de travailleurs. Dès lors, il ne s'agit plus de let-

tres mais de pétitions collectives qui constituent une forme de contestation para-politique ou politique.

Les clameurs de Gorbatchev ne sont donc qu'un écho de clameurs bien plus amples, qui montent des profondeurs de la société soviétique. Après le long hivernage stalinien, après le dégel si vite arrêté de Khrouchtchev, cette montée sera forcément lente et contradictoire. Mais c'est elle qui dénouera la contradiction fondamentale de la situation, évoquée au début de cet article. C'est d'elle qu'il faut attendre le salut, un véritable nouveau progrès dans la construction du socialisme.

Un événement qui s'est produit en marge du congrès et qui est en quelque sorte symbolique de toute la réalité soviétique résume ce potentiel. Encore au début du congrès, un des orateurs « responsables » avait défendu le projet irréaliste de détournement des grands fleuves de Sibérie, projet d'origine stalinienne que Gorbatchev avait originellement repris comme un des piliers de « sa » solution à la crise agricole. A la fin du congrès, et en marge de celui-ci, sans que qui que ce soit ait pu voter ou se prononcer collectivement à ce propos, le projet a été retiré. Clameur sans échos ou écho affaibli des clameurs souterraines ? La réponse est évidente.

La tragique catastrophe de Tchernobyl fait de la montée de la conscience écologique en Union soviétique un des moteurs principaux de la repolitisation des masses. « Cela nous concerne tous et toutes », ont dit de nombreux citoyens de Sibérie au sujet du détournement des fleuves. « Cela nous concerne tous et toutes », diront les citoyens et citoyennes de l'Ukraine au sujet de Tchernobyl. « Occupons-nous, nous-mêmes, de ce qui nous concerne tous et toutes », voilà le pas suivant qu'ils seront de plus en plus nombreux à faire en Union soviétique. ■

Ernest MANDEL,
10 mai 1986.

11. Le seul vétéran du parti à prendre la parole au XXVIIe congrès, l'ex-mineur (aujourd'hui inspecteur supérieur du trust Stakhanov-chachtostroj) K. G. Petrov, se plaint, dans la Pravda du 2 mars 1986, de ce qu'un marteau-piqueur à vibration réduite, inventé par l'Institut sibérien de l'Académie des sciences, n'ait pas été produit en série ni mis en service. Pourquoi se préoccupe-t-on si peu de la santé des mineurs, demande-t-il ?

12. Mervyn Matthews, « Poverty in the Soviet Union », the Wilson Quarterly, automne 1985.

13. Pravda, Moscou, 28 février 1986.

14. Pravda, 27 février 1986. Yeltsine ajoute qu'il n'a pas eu lui-même le courage d'intervenir en ce sens au précédent congrès. La nature du courage nécessaire apparaît plus crûment lorsqu'on se rappelle qu'un des dirigeants nationaux des Komsomols, Len Karpinsky, qui avait réclamé des réformes démocratiques, a vu sa carrière brutalement cassée en 1975. Ivan Khudenko, autorisé à expérimenter de nouvelles formes de gestion des kolkhozes au Kazakhstan au cours des années 1960, avait marché sur les pieds de quelques bureaucrates locaux. Il a été traîné devant les tribunaux et est mort en prison en 1974. On pourrait multiplier les exemples. Voir à ce propos l'article de Stephen F. Cohen dans The Nation du 3 mai 1986.

A la gauche du mouvement social

Interview d'un membre de la commission exécutive de l'Entente de l'opposition ouvrière

NOUS publions ci-dessous l'interview d'un membre de la direction de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR). Ce document a été envoyé par le POR à diverses publications de gauche à l'extérieur de la Pologne.

Ce courant du mouvement social polonais qui se situe sur des positions socialistes et révolutionnaires est issu d'un regroupement de quatre journaux clandestins polonais. Il avait,

à ses débuts, utilisé le nom d'Entente de presse de l'opposition ouvrière (PPOR), abandonné par la suite du fait de son développement et de l'adhésion de nombreux nouveaux groupes de diverses villes du pays.

Nous avons présenté son apparition et publié ses premiers documents politiques dans un dossier paru dans *Inprecor* numéro 208 du 2 décembre 1985.

— Qu'est-ce que l'Entente de l'opposition ouvrière (POR) et pourquoi a-t-elle été créée ?

— Le POR est une alliance entre diverses structures au sein du mouvement polonais d'opposition. Ces structures sont de tailles et de formes différentes. Certaines sont vastes, d'autres sont petites, plusieurs représentent les comités de rédaction de bulletins clandestins (ce sont quatre de ces bulletins qui, à l'origine, ont lancé le POR), alors que d'autres sont des groupes d'opposition organisés au niveau des usines, des villes ou des régions.

Le POR a été créé dans le simple but de coordonner les activités de ceux qui, dans l'opposition, sont persuadés que nous devons — dans la perspective politique que nous offrons — nous appuyer solidement sur la classe ouvrière, que ce soit dans nos luttes présentes ou dans notre stratégie. En gros, cela correspond à une stratégie qui consiste à développer l'auto-organisation de la classe ouvrière.

Je crois que la meilleure définition du POR serait la suivante : le courant précis de l'opposition qui voit dans l'auto-organisation indépendante de la classe ouvrière la clé du succès pour nos prochaines luttes et en même temps le moyen de résoudre les crises économique et politique de la Pologne.

— Quels sont les liens entre le POR et Solidarité ?

— D'une part, nous sommes tous, individuellement, membres de Solidarité, et toutes les structures impliquées dans le POR proviennent soit d'anciennes structures ou d'anciens contacts de Solidarité, soit ont été organisées par des militants de Solidarité. D'autre part, ni le POR lui-même ni aucune des structures qui le constituent ne sont contrôlées par les dirigeants nationaux ou régionaux de Solidarité qui existent encore, ou n'ont de compte à leur rendre. Certains des groupes du POR fonctionnent formellement comme des structures de Solidarité, tandis que d'autres non.

Pour percevoir correctement la situa-

tion, on doit comprendre ce qu'est Solidarité aujourd'hui. Je pense que la façon la plus facile d'expliquer cela serait de dire que Solidarité est simplement la somme de toute l'opposition polonaise. A quelques rares exceptions près, tous les groupes de l'opposition considèrent qu'ils font partie de Solidarité, c'est-à-dire qu'ils s'identifient au mouvement de masse légal qui existait en 1980-1981.

Mais Solidarité est un mouvement très hétérogène. Il comprend les anciennes équipes dirigeantes, des structures propre au lieu de travail, dans les usines et les mines, de nouvelles organisations inter-entreprises qui sont apparues depuis l'application de la loi martiale en 1981, des groupes de gens organisés par quartiers, et, ce qui est peut-être plus important, toute une foule de bulletins clandestins. Je n'ai aucune idée du nombre actuel de ces bulletins. Le dernier chiffre que j'ai entendu citer était d'environ 600 paraissant régulièrement. Mais ce sont ces bulletins qui donnent vie à l'opposition. Ils représentent pourtant des positions politiques très divergentes, ce qui reflète la politisation croissante du mouvement.

Cependant, on a maintenu l'unité essentielle du mouvement, qui s'exprime dans l'identification de tous à Solidarité et, bien évidemment, à travers le nom même de Solidarité. Le POR, bien sûr, en tant que courant au sein de l'opposition et de Solidarité, ne représente aucune menace pour cette unité. Au contraire, l'un de nos objectifs essentiels est de renforcer l'unité du mouvement indépendant des travailleurs.

— Qu'entendez-vous par la politisation du mouvement ?

— Le terme de politisation est en général utilisé dans la presse clandestine polonaise pour désigner l'émergence de groupes et de courants sur la base de programmes ou de positions politiques distincts. En d'autres termes, il désigne un processus de différenciation politique au sein du mouvement. Ce processus est bien sûr tout naturel ; il serait absurde de considérer Solidarité et toute l'opposition

comme une sorte de bloc politique monolithique.

Ce processus était déjà en grande partie amorcé avant l'établissement de la loi martiale, mais celle-ci l'a accéléré. Parce que la presse indépendante est devenue l'élément le plus important de l'opposition et comme les différents bulletins devaient, au fond, se débrouiller seuls dans des conditions très difficiles, ils ont inévitablement commencé à développer de façon indépendante leurs positions politiques. En conséquence, alors que certains bulletins, surtout ceux des usines, continuaient à garder un contenu fait essentiellement d'informations, d'autres commençaient à représenter des lignes politiques distinctes. Cette évolution s'est à nouveau récemment accélérée, parce que beaucoup de gens de l'opposition réclamaient une différenciation politique plus nette au sein du mouvement, la création de partis politiques, etc..

En ce qui nous concerne, nous pensons que ce processus est globalement positif, puisqu'un pluralisme politique sain ne peut que renforcer Solidarité et l'opposition. Nous pensons aussi que ce pluralisme devrait s'appuyer sur des programmes clairs, les différents groupes et courants expliquant la tactique et la stratégie qu'ils proposent pour le mouvement dans son ensemble.

De plus, le fait que de nombreux militants dans les usines demandent la politisation accrue du mouvement montre qu'ils refusent toute idée visant à obliger les autorités à dialoguer, ce qui aboutirait à une sorte de « compromis historique » qui entraînerait très probablement un retour au statu quo d'avant le 13 décembre 1981. En d'autres termes, ils reconnaissent que l'on ne pourra jamais obliger Solidarité à revenir à un rôle purement syndical, et que l'on ne peut réussir à ce qu'il soit reconnu légalement en faisant simplement pression sur le pouvoir ou en négociant avec lui.

Bien sûr, les exigences de politisation montrent également un mécontentement quant aux tactiques actuellement suivies par la direction de Solidarité et quant à son échec pour proposer une stratégie



Manifestation de Solidarité à Varsovie. (DR)

cohérente. Cependant, il y a ici un danger. Certaines parties de l'opposition — la fraction nationaliste et une bonne partie de l'intelligentsia — voient l'idée de politisation du mouvement comme quelque chose qui contrebalancerait l'idée de lutte de masse. Ils n'ont aucune perspective à offrir à la classe ouvrière aujourd'hui. En fait, ils sont de plus en plus isolés par rapport à elle, et proposent donc l'idée de politisation comme alternative. Ce qu'ils disent en réalité, c'est : nous ne pouvons rien faire maintenant, alors commençons à organiser des clubs de discussion politique et nos propres petits partis politiques, et puis, un beau jour, quand les ouvriers se révolteront à nouveau, nous pourrions obliger le pouvoir à nous accorder le pluralisme politique, et alors, nos partis pourront vraiment commencer à fonctionner.

A notre avis, cette conception est tout à fait ridicule : c'est la catastrophe assurée. Elle montre aussi que les groupes d'opposition nationalistes et intellectuels voient la classe ouvrière comme un instrument, le « muscle » dont on a besoin pour obliger le pouvoir à capituler. Après quoi, les ouvriers devraient rentrer chez eux et laisser la politique aux intellectuels.

Le POR voit la politisation d'une façon tout à fait différente. Ce que nous avons à faire, c'est intégrer les luttes de chaque jour à une perspective politique élargie. Cela veut dire que nous devons faire le lien entre les luttes d'aujourd'hui et la stratégie nécessaire pour que la classe ouvrière parvienne au contrôle démocratique direct et à la direction de l'économie et de l'Etat.

— Tout ça, c'est bien beau, mais qu'est-ce que ça veut dire en pratique ? Votre document de base, le projet de plate-forme de l'Opposition ouvrière, que j'ai lu, est très général (1). On y trouve beaucoup de choses sur la stratégie et bon nombre de principes politiques louables, mais peu de choses sur les luttes au jour le jour dont vous parlez.

— C'est vrai, mais à l'époque, c'était précisément le but du document dont vous parlez que de servir de déclaration de principes. A ce moment, lorsqu'on lançait le POR, il s'agissait de présenter les grandes lignes de la stratégie et des positions qui nous différencient des autres courants de l'opposition. Mais ça ne veut pas dire que nous ne sommes pas concernés par la lutte pratique concrète.

Comme je l'ai dit, toutes les structures au sein du POR se sont développées à partir de structures de Solidarité ou ont été organisées par des militants de Solidarité, surtout dans les usines. Et c'est dans les usines que se fait la plus grande partie de notre travail. A l'inverse de nombreux autres courants de Solidarité — et cela englobe une bonne partie de l'ancienne direction — nous sommes convaincus que la lutte dans les usines, les mines et les chantiers navals, n'est pas quelque chose pour le futur, même le futur proche, mais quelque chose pour aujourd'hui. C'est en fait confirmé par ce qui se passe en Pologne aujourd'hui.

Malgré l'expérience de la loi martiale, malgré la répression et l'intimidation, malgré le fait que de nombreux militants de premier plan dans les usines ont été licenciés, ne peuvent pas trouver de travail et voient leur famille en butte à de grosses difficultés, il n'y a guère de semaines qui passe sans qu'il y ait une forme ou une autre de lutte ou de protestation dans une grande usine au moins, et souvent dans plusieurs. A notre avis, c'est cela qu'il nous faut développer et tous nos efforts sont dirigés vers l'accroissement et le soutien de ces luttes, et plus particulièrement vers l'exploitation des formes d'auto-organisation des ouvriers qu'elles entraînent immédiatement.

— A l'Ouest, on ne parle pas de la plupart des luttes que vous avez mentionnées. Les médias s'intéressent beaucoup plus aux dernières déclarations de Lech Walesa ou du cardinal Glemp. Pourriez-vous me donner plus d'informations sur

ce qui se passe dans les usines, et surtout sur ce que fait le POR ?

— Dans les usines, les luttes ont la plupart du temps un caractère économique, le salaire et les conditions de travail sont les problèmes de base. Mais il n'est pas rare que des protestations aient lieu face à des représailles effectuées à l'encontre des personnes du fait de leur activité politique. Il y a de grosses différences dans la forme que prennent ces luttes et dans leur durée. Les plus fréquentes sont probablement des grèves courtes, spontanées, qui durent d'une demi-heure à trois ou quatre heures. Il y aussi des grèves plus longues, mais elles ne sont pas typiques, car la direction cède en général aussitôt, ou fait appel à quelque responsable local du POUP, auquel cas c'est lui qui cède. Les problèmes les plus importants arrivent normalement ensuite, parce que l'usine concernée est automatiquement l'objet d'une attention particulière de la part de la police de la sûreté, et quiconque est identifié comme jouant un rôle moteur dans la grève a toutes les chances d'être harcelé.

S'il n'y a pas d'organisation clandestine bien structurée dans l'usine, les ouvriers ont du mal à se défendre, car des actions spontanées sont maintenant devenues beaucoup plus difficiles. La plus grande partie des actions revendicatives sont finalement couronnées de succès. La direction des entreprises hésite souvent à provoquer un nouveau conflit, car ses supérieurs hiérarchiques en concluraient qu'elle ne contrôle pas la situation. Les ouvriers sortent de ces luttes plus confiants dans leur propre force. Mais, ne croyez pas à partir de ce que je viens de dire que les ouvriers font des grèves dans toute la Pologne aujourd'hui. Les grèves dont je parle, ont touché un pourcentage relativement faible de l'industrie polonaise.

1. Ce projet de plate-forme a été publié dans *Inprecor* numéro 208 du 2 décembre 1985.

se. Mais elles sont à replacer dans le contexte de la défaite qu'a subi le mouvement ouvrier avec l'application de la loi martiale. Nous assistons maintenant à un renouveau de la combativité de la classe ouvrière, bien que ce processus commence à peine.

Il faudrait mentionner ici un autre élément de la situation : l'activité des conseils ouvriers qui bénéficient de la confiance des travailleurs qu'ils représentent, c'est-à-dire ceux des usines où les cadres du POUP ne sont par parvenus à truquer les élections. Ces conseils sont souvent devenus un moyen pour l'opposition de prendre forme au sein de l'usine, et beaucoup ont adopté une position ferme en faveur des intérêts des ouvriers. Malheureusement, certains secteurs de Solidarité hésitent encore à profiter des occasions qu'offrent ces conseils, même si cette attitude semble disparaître.

Un exemple intéressant de ce qui peut se faire est la lutte menée par deux conseils d'ouvriers — l'une à Toruń et l'autre à Bydgoszcz — à la fin de l'année dernière. Ces conseils ont non seulement pris en main les questions de salaire et de conditions de travail, mais ils ont aussi mis en avant deux revendications plus avancées. La première concernait le droit des conseils d'ouvriers à s'organiser eux-mêmes en fédérations régionales, et la deuxième réclamait la création d'une deuxième chambre dans le Sejm (parlement), composée de représentants des conseils ouvriers. Le pouvoir central a été obligé de monter une grande campagne de propagande contre eux, et même de publier dans la presse des attaques à leur encontre, alors que la politique habituelle est d'étouffer ce genre d'affaire sous un mur de silence.

Pour présenter ce que nous faisons au POR, ce qui m'est le plus facile c'est de vous demander de consulter un récent document : le programme de lutte actuelle du POR. Nous l'avons publié en édition spéciale de notre bulletin national « *Przełom* » (La percée) et nous l'avons distribué dans tout le pays (2). Ce document reflète d'une part l'expérience du POR et ce que nous sommes en train de faire, ou que nous voulons faire dans les usines, et, d'autre part, il montre la stratégie que nous proposons pour le mouvement dans son ensemble. Nous faisons campagne pour un front uni autour de deux slogans essentiels du programme : la défense du niveau de vie et la défense de l'économie nationale.

Le premier de ces thèmes est évidemment l'axe fondamental de notre intervention. Il y a de nombreux éléments qui entrent en ligne de compte. Le premier d'entre eux, c'est le salaire. Et nous voyons à ce sujet deux problèmes importants. Tout d'abord, c'est l'inflation, qui a durement touché tous les travailleurs depuis la loi martiale. En fait, ces derniers souffrent encore des conséquences des hausses de prix sans précédent du début 1982, lorsque de nombreux produits de première nécessité ont été augmentés de 100 % à plusieurs reprises. A quoi s'est ajoutée,

depuis, une inflation de 20 à 30 % par an. Si bien que, concrètement, le nombre des familles d'ouvriers vivant dans la pauvreté absolue a sérieusement augmenté. Il s'est créé une situation où la grande majorité des ouvriers s'en sortent mois après mois, mais ne peuvent faire aucune économie et n'ont aucune chance de pouvoir remplacer leurs biens d'équipement hors d'usage, d'améliorer leur logement ou d'en obtenir un, de prendre des vacances, etc. Autrement dit, la classe ouvrière est condamnée à une existence végétative. Le second aspect lié à la question du niveau de vie, est celui des différences de revenus. La stratégie dominante de la bureaucratie, depuis la loi martiale, a été d'agrandir radicalement ces différences, ce qui est dans la ligne de sa politique globale, celle du « diviser pour régner ».

Notre réponse au premier problème — l'inflation — consiste à exiger des indexations automatiques sur le coût de la vie, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires. Nos revendications en ce domaine sont plutôt générales, puisque nous demandons une échelle mobile des salaires, des retraites, des prestations sociales, des bourses d'étude, etc. En ce qui concerne le second problème — la disparité grandissante des revenus —, nous demandons des augmentations supplémentaires automatiques pour les salaires inférieurs dans tous les accords salariaux.

Une autre question est celle du temps de travail. Depuis la loi martiale, le pouvoir a mené une campagne intensive pour augmenter le temps de travail, comportant l'introduction d'heures supplémentaires obligatoires, un retour à la semaine de travail de six jours, l'allongement réglementaire de la semaine de travail dans des entreprises choisies, l'introduction plus répandue de systèmes d'équipes se relayant en continu, etc. L'énorme paradoxe, bien sûr, c'est que peu d'ouvriers ont suffisamment de travail pendant la semaine de travail normale, à cause de la désorganisation de la production due à la mauvaise gestion bureaucratique.

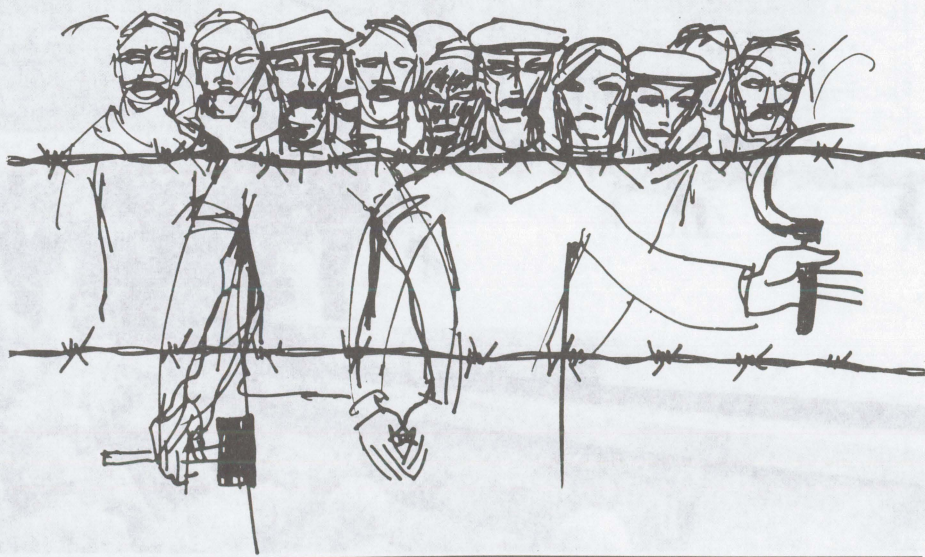
Sur cette question, nous réclamons une réduction des heures de travail, surtout pour les femmes et pour ceux qui

exécutent les travaux les plus pénibles et les plus dangereux et qui doivent aussi normalement travailler le plus longtemps, puisqu'on les emploie dans les branches clés de l'industrie. Cette diminution du temps de travail ne peut évidemment pas impliquer de perte de salaire. La politique actuelle du pouvoir équivaut à faire retomber le poids de sa propre incompetence sur la classe ouvrière, dans un effort désespéré pour augmenter le taux d'exploitation.

Le logement est aussi une question qui nous préoccupe beaucoup et qui est sans aucun doute le problème social le plus important en Pologne. Jusqu'à présent, l'opposition a fait très peu de choses à ce sujet, ce qui est une grosse erreur à notre avis. Le POR se préoccupe de mener des actions dans ce domaine. Elles ont reçu un large écho. Nous avons également réussi à amener d'autres secteurs de Solidarité à intervenir là-dessus.

Ce qu'il me faudrait pourtant d'abord expliquer, c'est l'importance de cette question. Trouver un appartement, c'est le problème le plus important des jeunes en Pologne. Beaucoup de jeunes couples, y compris ceux qui ont deux ou trois enfants, doivent partager un appartement avec les parents, les grands-parents, les frères ou sœurs, etc. Et les frères et sœurs sont eux-mêmes souvent mariés et ont des enfants. Il est très difficile de trouver un appartement. On a calculé que, dans certaines villes, si le rythme de construction des logements reste identique, ceux qui se trouvent en fin de liste d'attente auront un appartement dans 30 ou 35 ans. Parallèlement, ceux qui font partie de l'élite n'ont aucune difficulté. Ceux qui ont de l'argent — qui possèdent des entreprises privées par exemple — peuvent se permettre de construire leur propre villa de luxe. Ceux qui ont des relations — les membres de l'appareil bureaucratique — se voient attribuer des logements du fait de leurs fonctions, ou sont

2. Il s'agit-là d'un second document programmatique de ce courant, qui fait suite au projet de plate-forme de l'opposition ouvrière, et qui n'a pas été publié en français.



admis dans de petites coopératives subventionnées qui construisent des maisons mitoyennes pour de rares privilégiés. Résoudre ce problème de manière définitive n'est possible qu'en parvenant au contrôle, par la société, de la gestion des ressources en matière de logement et d'industrie du bâtiment et en élaborant pour les ouvriers un plan de construction de logements. Pour l'instant, nous réclamons un gel général des loyers, la suppression des loyers pour ceux qui occupent des logements non conformes aux normes — dans certains cas, le versement à ces mêmes personnes d'une indemnité supplémentaire — et une surtaxe foncière sur les villas et les appartements en terrasse où logent des hommes d'affaires du secteur privé et des apparatchiks du parti.

Nous nous occupons aussi des luttes plus urgentes contre les toutes récentes augmentations de loyers, en aidant à organiser des grèves du loyer. Cette forme particulière de lutte peut être engagée facilement. Elle implique peu de risques de représailles et se révèle généralement très efficace. Nous nous sommes aussi souvent rendus compte que beaucoup de gens désiraient participer à des luttes sur cette question, alors qu'ils hésiteraient à mener d'autres actions de revendication. Cela montre tout simplement l'étendue et la profondeur de cette question. J'aimerais citer encore un autre fait intéressant. Un rapport officiel récemment publié sur les conditions de vie en 1984, indiquait que seulement 69 % des familles d'ouvriers avaient leur propre logement. Le chiffre correspondant pour les fonctionnaires était de 97 %.

Pour terminer, je devrais également mentionner certains autres points autour desquels nous menons campagne, comme la lutte pour des chances égales pour les jeunes — ce qui implique le problème des allocations familiales et des prêts minimum garantis pour tous ceux qui ont dépassé l'âge de la scolarité obligatoire et poursuivent des études —, et notre revendication pour un financement plus impor-

tant des services sociaux, aux dépens de l'appareil bureaucratique, de l'armée, de la police et des services de sécurité, etc. Ces deux aspects font intervenir la question de la défense du niveau de vie.

— Lorsque vous avez parlé du programme que le POR propose actuellement, vous avez également mentionné un deuxième point : la défense de l'économie nationale. Je ne comprends pas exactement ce que vous voulez dire par là. En fait, c'est un slogan qui semble plutôt curieux, du genre de ceux que le gouvernement pourrait proposer.

— Le pouvoir parle tout le temps d'économie nationale. Il parle d'« accélérer le développement de l'économie », de « poursuivre les progrès de l'économie », de « consolider l'accroissement de l'économie », etc. Nous, nous parlons de défendre l'économie du pays contre le pouvoir bureaucratique, contre les patrons du parti et la gestion dans les usines. Les ressources économiques de la Pologne — ses usines et ses machines, ses ressources minières, toute son infrastructure économique, les compétences techniques de sa classe ouvrière — sont en train d'être pillées et dévalisées sous nos propres yeux.

Nous sommes convaincus qu'il y a trois raisons fondamentales à cela : d'abord, l'épouvantable gestion bureaucratique, depuis la Commission de planification et les ministères jusqu'à chaque mine ou usine ; ensuite, la stratégie économique actuelle, qui revient à appliquer délibérément une politique d'« économie de voleur » pour tenter désespérément d'augmenter la production et d'honorer la dette extérieure ; et, enfin, la corruption généralisée des cadres, la fraude, le vol et l'incompétence tout à fait criminelle. Ce sont des choses que tout ouvrier voit quotidiennement autour de lui. Lorsque vous additionnez tout cela, ça ressemble à une politique délibérée de sabotage gouvernemental, ministériel et technocratique.

Un ouvrier polonais effectue 8 ou même 10 heures de travail dans sa mine, son usine, son chantier naval, mais il voit que son travail est entravé par la confusion la plus totale au niveau de l'organisation, que le produit de ses efforts est gaspillé, que des machines qui ont coûté cher sont abandonnées et rouillent dans la cour. Il ressent aussi financièrement les effets de tout ça, puisqu'il perd ses primes de productivité à cause du matériel périmé qui tombe en panne, des fournitures qui n'arrivent pas, à cause d'une panne de courant, ou tout simplement parce que la direction ne permet pas que la production soit plus forte ce mois-là, de manière à éviter de créer un précédent néfaste qui pourrait signifier que l'on attribue à l'usine des normes plus élevées pour l'avenir.

Dans cette situation, notre revendication pour la défense de l'économie du pays correspond au sentiment profond de la classe ouvrière. On raconte depuis quarante ans aux ouvriers que les usines leur appartiennent, que toute l'économie, tout l'Etat sont à eux, et ils voient leur économie ruinée par le gaspillage et la corruption. Ils travaillent plus qu'ils n'ont à le faire, produisent moins qu'ils ne le pourraient, et ce qu'ils produisent est d'une qualité pire qu'elle ne le devrait. Ils voient l'industrie polonaise se délabrer rapidement, une grande partie de cette industrie se désintégrant tout simplement. Il y a des années maintenant que l'investissement a essentiellement été canalisé dans des projets de façade, avec peu de modernisation de fond. Par conséquent, les bâtiments des usines tombent en ruine, les chaînes de production tiennent avec des bouts de ficelle, de la salive, ou grâce à l'ingéniosité des ouvriers concernés, tandis que l'âge moyen de l'équipement industriel augmente chaque année. Notre objectif stratégique est que les ouvriers prennent le contrôle des moyens de production. Mais, au train où vont actuellement les choses, une fois qu'ils y parviendront, il se pourrait qu'il reste très peu de



choses à contrôler.

Ce que nous proposons, c'est un programme détaillé et complet d'actions en vue de mettre en lumière le gaspillage et la corruption des technocrates, de se battre contre ça et d'établir les bases d'une utilisation rationnelle des ressources économiques de la Pologne, une fois que celles-ci seront sous le contrôle démocratique des ouvriers eux-mêmes. Cela veut dire mener campagne pour la défense des biens de la communauté, la défense de l'usine, des machines et des matières premières que les apparatchiks du parti détruisent et vendent « sous le manteau » au secteur privé, la défense des entreprises qu'ils ruinent et escroquent. Cela veut dire mener campagne pour des normes correctes de qualité, qui soient conformes à l'attente de la société polonaise. Actuellement, le système généralisé du travail à la tâche et des normes de production ridiculement hautes conduisent à un gaspillage immense sous forme de produits inutiles, de mauvaise qualité. En effet, la seule façon pour les ouvriers d'obtenir un salaire décent est de passer outre à toutes les normes de qualité, ce que le personnel de surveillance encourage généralement à faire. Cela signifie également mener une campagne pour l'organisation rationnelle de la production et pour une utilisation rationnelle du temps de travail, ce qui est tout à fait lié à notre lutte pour une réduction du temps de travail. Nous n'avons pas l'illusion de penser que ces problèmes seront résolus dans le cadre du système bureaucratique actuel de planification et de gestion. Mais la lutte doit commencer maintenant.

Un aspect de tous ces problèmes, qui mérite une attention particulière, c'est la question de la santé et de la sécurité (au travail, ndlr.) Cette question dépend à la fois du manque de garanties adéquates sous forme de syndicats légaux, et de l'organisation même de la production. Les normes de santé et de sécurité dans l'industrie polonaise sont désastreuses. Elles constituent une parodie complète de la législation en cette manière, législation dont il n'est tenu aucun compte dans la réalité. Le POR est en train de préparer une campagne sur ce sujet, en se servant des expériences réussies d'ouvriers qui se sont engagés dans cette lutte, et en popularisant la tactique de la grève de la santé et de la sécurité. Cela veut tout simplement dire qu'il faut se conformer aux règles existantes en la matière, ce qui, dans pratiquement toutes les usines polonaises et sans aucun doute dans toutes les mines, implique d'arrêter la production.

De plus, nous avançons la revendication plus générale — d'une importance décisive — de rendre disponible et accessible toute information économique et financière quelle qu'elle soit, concernant aussi bien l'entreprise que la Commission de planification du gouvernement. Cela englobe tous les accords commerciaux avec l'étranger, ainsi que le budget détaillé des organisations du parti et d'autres organisations politiques subrepticement finan-



cées grâce à la richesse produite par les ouvriers.

Enfin, nous prenons l'initiative de préparer des projets économiques pour une alternative au niveau des usines. L'expérience a montré que les ouvriers sont déjà capables d'élaborer des projets qui rationalisent le processus de la production et améliorent en même temps les conditions de travail. Cela prépare le terrain pour que les ouvriers puissent continuer la production pendant les occupations d'usine à venir et constitue une base solide pour la préparation future de plans ouvriers de production pour des régions entières, des industries entières, et le pays dans son ensemble.

— Jusqu'ici, vous avez parlé de questions économiques. Qu'en est-il des questions strictement politiques abordées par le POR ?

— Il y en a probablement trop pour toutes les examiner. La plus évidente concerne la liberté politique et démocratique, la protection contre la répression, etc. Toutefois, l'axe central des revendications que nous formulons et la stratégie pour laquelle nous nous battons au sein du mouvement c'est sans aucun doute l'auto-organisation. En fait, c'est la clef qui permet de comprendre toutes les revendications dont j'ai déjà parlé, qui ne sont en aucun cas purement économiques, mais profondément politiques. Elles sont toutes reliées à l'établissement de l'auto-organisation sur le lieu de travail, dans les quartiers, et au niveau des usines entre elles.

Par exemple, le problème des indexations automatiques sur le coût de la vie et des montants « compensatoires » supplémentaires en faveur des travailleurs les moins payés, implique la création de « commissions statistiques » pour calculer les effets de l'inflation sur les familles d'ouvriers et analyser les écarts de salaires. Le problème du logement et la tactique de la grève du loyer posent la ques-

tion des comités d'habitants indépendants. Se préparer à de futures confrontations avec le pouvoir bureaucratique implique que des commissions élaborent des projets économiques pour une alternative et également que des gardes ouvrières soient créées pour défendre les usines. Et ainsi de suite.

— Finalement, comment voyez-vous le développement du POR ?

— Je n'ai pas l'intention de faire des extrapolations inconsidérées, puisque l'élément fondamental c'est le développement de la lutte de masse. Ce que je peux pourtant dire, c'est que la manière dont nos idées ont été reçues montre que notre courant devrait continuer à prendre de l'ampleur dans le mouvement social polonais. Dans mon for intérieur, je sais que bon nombre de militants et de structures se réclamant du POR mèneront un travail spécifiquement politique, y compris la création d'organisations et de partis politiques révolutionnaires.

À l'heure qu'il est, une nouvelle branche de notre courant se développe : les Groupes politiques de l'entente de l'opposition ouvrière. Ils ont pour base le socialisme démocratique révolutionnaire et sont en train d'accumuler des forces politiques de la gauche ouvrière révolutionnaire. Par exemple, l'un de nos bulletins, *Front Robotniczy* (Front ouvrier), est maintenant l'organe de certains groupes politiques du POR dans la région de Varsovie. Comme je l'ai déjà dit, ceci est vu comme une extension du travail de masse et non comme un substitut à ce travail. En général, je pense que le POR réussit de mieux en mieux à développer une stratégie révolutionnaire pour tout le mouvement social, et comme les effets de la défaite endurés sous la loi martiale diminuent, je pense que cette stratégie devrait obtenir un écho encore plus large. ■

Entretien avec un dirigeant du POR,
mars 1986.

L'Entente de l'opposition ouvrière et la question de la paix

NOUS reproduisons ci-dessous une prise de position de la commission exécutive de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR) concernant la question de la paix et de la lutte contre la militarisation. Ce document a été publié dans le numéro 2 (1985) de *Przelom* (la Percée), organe du POR. ■

DOCUMENT

A notre époque, le combat pour la libération du travail salarié doit forcément être mené de pair avec le combat pour la paix. Les moyens de destruction qui sont entre les mains aussi bien de la bourgeoisie monopoliste que de la bureaucratie totalitaire, donnent à ces dernières la capacité de tuer à plusieurs reprises chaque habitant de notre planète, et de détruire totalement toute forme de vie supérieure et intermédiaire sur terre.

Donc, la lutte pour la pleine libération individuelle, sociale et nationale des ouvriers de l'industrie et de tous les salariés, et au travers d'elle le combat de toute l'humanité pour le progrès et le développement, doit être accompagnée d'une lutte contre les préparations pour le déclenchement possible de génocide total. Le combat pour le progrès et celui pour la paix sont devenus un seul combat.

Il a toujours été et il demeure illusoire de penser qu'il est possible de parvenir à une paix réelle c'est-à-dire durable, et à la sécurité dans le monde, dans un contexte de conflit, à la fois au sein des sociétés pour la répartition du monde, et dans un contexte où la rivalité entre des blocs géopolitiques amène la terre au

bord du gouffre d'une guerre mondiale. Tant qu'existent des forces sociales et politiques qui trouvent leur intérêt dans le maintien de conflits aussi bien au sein de nations particulières que dans les rapports entre les nations, la paix sera menacée. Cet état de choses découle en fait de la nature même des intérêts des classes et des groupes sociaux qui monopolisent le pouvoir économique et politique, qui sont responsables de l'exploitation et de l'oppression, et qui, de ce fait, poussent à la guerre et sont prêts à la déclencher.

L'équilibre conjoncturel des forces entre le bloc militaire dirigé par les Etats-Unis à l'Ouest, et la structure analogue dominée par le Kremlin à l'Est, n'est qu'une trêve provisoire, donc incertaine et instable. Seule l'élimination durable de la vie sociale de groupes qui, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, pourraient devenir les instigateurs et les initiateurs de la guerre, peut offrir la garantie d'une paix réelle. La voie vers une telle paix passe principalement par la lutte révolutionnaire et aussi par le combat aujourd'hui contre les manifestations de la guerre froide, telles que la course aux armements, la psychose de guerre ou la propagation de la haine entre les peuples.

La seule alternative véritable, globale, à une troisième guerre mondiale, est la révolution internationale pour renverser la domination du Capital à l'Ouest et au Sud, et les régimes de la nomenklatura (bureaucratie) à l'Est. Aujourd'hui, cet objectif est proposé par la lutte pour limiter l'escalade des armements, pour la détente internationale et pour renforcer la capacité de la société à imposer des limites aux régimes exploitateurs et répressifs. En ce moment, c'est là la tâche fondamentale et immédiate du mouvement ouvrier révolutionnaire, en particulier en Europe.

C'est un devoir historique et humain de la gauche révolutionnaire au sens large de mener une politique active en défense de la situation actuelle de paix et pour empêcher qu'elle ne soit minée par des forces qui menacent de déclencher la guerre. Sans perdre de vue le but stratégique, celui de la paix véritable et durable basée sur les transformations à opérer et les nouvelles bases à jeter après la révolution, il faut aujourd'hui participer à la lutte pour éliminer les forces et les situations qui engendrent la guerre.

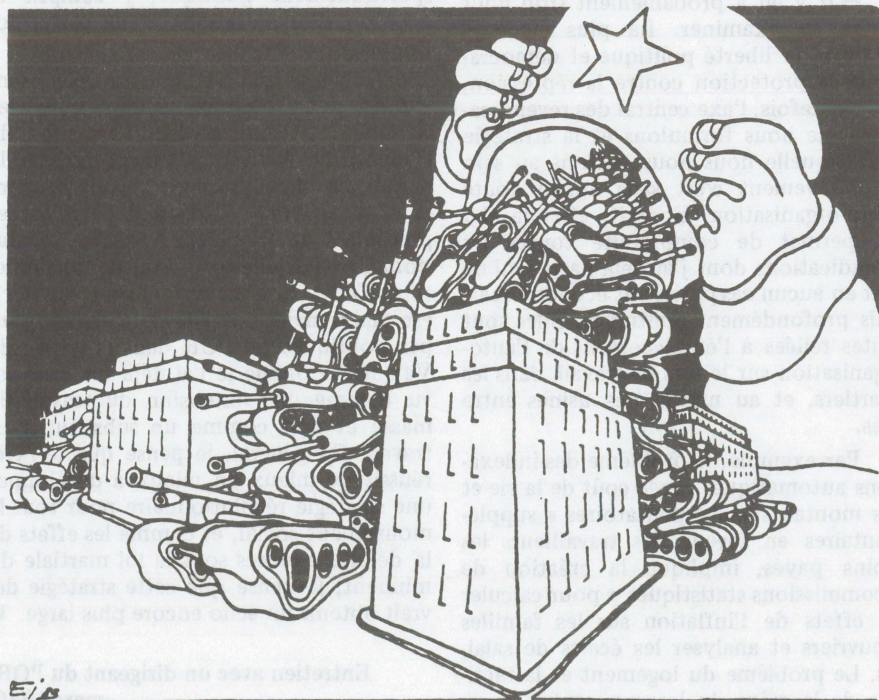
La lutte pour la liberté et l'égalité sociales et nationales est en même temps une lutte pour une paix durable ; inversement, cette lutte pour une paix durable, pour empêcher les classes et les castes dirigeantes de déclencher des conflits nationaux, et de ce fait de saper la lutte des classes, constitue un élément qui contribue à la libération révolutionnaire des travailleurs.

« La paix au service de la révolution, la révolution pour défendre la paix ! », voilà notre mot d'ordre.

Nous ne pouvons pas céder devant le chantage exercé par les cercles dirigeants impérialistes occidentaux, dans le cadre de la guerre froide, ni nous laisser posséder par des déclarations cyniques sur la paix en provenance des régimes bureaucratiques de l'Est. En Pologne, le mouvement de la paix est une farce et une façade derrière laquelle les bureaucraties totalitaires de la République populaire polonaise et du Kremlin veulent cacher leur vrai visage, anti-ouvrier et militariste.

Par exemple, à la tête du Comité polonais des défenseurs de la paix, on trouve quelqu'un comme Josef Cyrankiewicz. Ce dernier partage la responsabilité — en tant que Premier ministre de la République populaire polonaise à l'époque — de la répression de 1956 contre les ouvriers, de la répression contre les étudiants et de la participation des troupes polonaises à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, et, enfin, du massacre des ouvriers de la côte Baltique en décembre 1970. Personne ne croit que ce bourreau de la classe ouvrière polonaise et laquais fidèle du Kremlin s'était soudainement transformé en colombe de la paix.

Cependant, à cause de telles manipulations propagandistes, en Pologne, dans les autres pays de l'Est et en URSS, le thème de la paix s'est identifié, en bloc et à tort, aux yeux des citoyens de ces pays, à la politique de leurs régimes, et n'est



par conséquent pas très populaire. Bien sûr, il faut modifier le plus rapidement possible cet état de choses, ce qui ne peut être fait que par des mouvements de la paix indépendants et authentiques, qui s'opposent aussi bien à la politique militariste de la bourgeoisie monopoliste qu'à celle de la bureaucratie totalitaire.

Nous déclarons donc que nous allons participer à la tâche de construction d'un tel mouvement de la paix indépendant et authentique, et nous lançons un appel à

toutes les forces de l'opposition antibureaucratique en Pologne qui ne séparent pas les têtes nucléaires et les armes de destruction de masse en « bonnes » et en « mauvaises » armes selon qu'elles appartiennent à l'Ouest ou à l'Est, pour qu'elles fassent de même.

Au mot d'ordre « A bas la politique militariste des Etats-Unis et de l'impérialisme ! », que nous soutenons totalement et sans réserve, nous ajoutons le mot d'ordre complémentaire « A bas la politique

militariste du Kremlin et le totalitarisme ! »

Nous appelons à la solidarité internationale dans la lutte pour la paix !

Guerre aux gouvernements, pour la paix des peuples ! ■

Commission exécutive de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR),
Czestochowa, juillet 1985.
Przelom, organe du POR,
numéro 2, 1985.

Déclaration politique de l'Union des conseils du mouvement de résistance polonais de Haute Silésie (ZRP-PRO)

UNE des organisations qui composent l'Entente de l'opposition ouvrière (POR) est l'Union des conseils du mouvement de résistance polonais (ZRP-PRO) en Haute-Silésie. Cette organisation, qui existe depuis quatre ans, est implantée parmi les ouvriers de la grande industrie. Ses structures de base, qui s'appellent « conseils ouvriers », sont actives dans des dizaines d'usines, de mines, d'aciéries, d'entreprises de transport, etc., dans lesquelles travaillent un total de 100 000 personnes.

La grande majorité des militants de la ZRP-PRO sont des jeunes travailleurs. Environ 75 % d'entre eux sont des travailleurs manuels et 85 % ont moins de 30 ans. La ZRP-PRO a dirigé diverses actions de masse dans les entreprises dans lesquelles elle est implantée, telles que des luttes pour des augmentations de salaire et pour de meilleures conditions de travail. Elle a organisé des « grèves pour des conditions de travail saines et pour la sécurité sur les chantiers ». Elle a joué un rôle de dirigeant actif dans le boycott des « nouveaux syndicats » et a im-

posé la dissolution de plusieurs conseils ouvriers officiels soumis aux directions des entreprises.

Les conseils ouvriers clandestins de la ZRP-PRO, qui sont aujourd'hui des organes de résistance ouvrière, se préparent en même temps à diriger, le moment venu, une grève générale avec occupation des usines. La stratégie de la grève générale défendue par la ZRP-PRO a pour but d'aboutir à la « propriété ouvrière des usines », assurant aux travailleurs un contrôle démocratique et collectif des moyens essentiels de production ; de même, elle a pour but de conduire au renversement du régime politique du « socialisme réellement existant » et à la création d'une République autogérée.

Organisation de militants mais pas un parti politique, la ZRP-PRO est l'une des expressions les plus développées de la conscience politique des travailleurs polonais aujourd'hui. Nous publions ci-dessous sa déclaration politique, qui a été adoptée en 1983. ■

DOCUMENT

L'Union des conseils ouvriers du mouvement de résistance polonais (ZRP-PRO) de Haute-Silésie :

— n'est pas et ne prétend pas être un parti politique. C'est un mouvement composé d'ouvriers, qui s'appuie aussi sur les forces unies libératrices de l'intelligentsia et de la société en général, lesquelles sont solidaires de la lutte des travailleurs. C'est un mouvement qui est apparu sur la base de l'idéologie et des réalisations programmatiques du syndicat indépendant autogéré Solidarité.

— Aujourd'hui, elle prépare la classe ouvrière à l'auto-organisation et à l'auto-gestion, à une grève organisée au niveau national, sous la pression de laquelle la propriété ouvrière des entreprises devrait être établie.

— Elle prépare les cadres de la classe ouvrière à diriger les institutions indépendantes d'autogestion ouvrière, qui seraient l'expression de la propriété ouvrière dans les entreprises.

— Elle agit au travers d'organes provisoires — les conseils ouvriers dans les usines et les unions des conseils ouvriers —, lesquels constituent les embryons des futures institutions indépendantes d'autogestion ouvrière.

— Le régime totalitaire, se basant sur

un appareil bureaucratique-policier et agissant par l'intermédiaire d'un parti anti-ouvrier et antinational, le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), s'est emparé des trois piliers de la domination au sein de l'Etat, c'est-à-dire la propriété, qui devrait appartenir aux travailleurs, le pouvoir, qui devrait appartenir à une société autogérée, et la science, qui devrait être associée à la liberté de penser.

La ZRP-PRO :

— reconnaît la lutte de la société pour un système autogéré, pour une démocratisation complète de l'Etat et pour le droit à une activité indépendante et créative.

— Elle considère qu'il existe des liens indispensables entre la lutte pour la propriété, le pouvoir et la science, et le combat du peuple pour la paix et l'indépendance nationale.

— Elle considère que la classe ouvrière est la seule classe qui puisse assurer la victoire dans la lutte et la construction d'une société autogérée, aussi bien que le développement de la liberté de penser et de la dignité nationale. La base de ces changements révolutionnaires sera constituée par le droit des travailleurs à la propriété des entreprises. Les travailleurs doivent non seulement être ceux qui produisent, transforment et extraient

des richesses, ils doivent aussi en être les propriétaires.

— La ZRP-PRO adhère aux cinq points suivants : les usines aux travailleurs, la terre aux paysans, le pouvoir à la société autogérée, la science à ceux qui pensent librement, l'Etat pour une nation indépendante. Pour atteindre ces objectifs, il est essentiel que la société s'organise et assure la liberté d'action pour les partis politiques, que la liberté syndicale soit établie, qu'un Parlement libre soit élu à travers des élections libres, et que ce dernier exerce son contrôle sur l'appareil d'Etat.

— Elle reconnaît toutes les organisations, structures et associations existant dans le pays dont les programmes ou plate-formes incluent le soutien à au moins l'un des cinq points énumérés ci-dessus.

— Elle ne cherche pas à changer le système social existant, mais à écarter de la route du progrès les obstacles dressés par la bureaucratie totalitaire, ainsi qu'à rétablir les principes sur lesquels le système actuel est basé, en chassant les dirigeants anti-sociaux, anti-ouvriers, anti-nationaux et antisocialistes qui dirigent le soit-disant socialisme réellement existant, lequel n'est qu'une variante du système stalinien.

— Dans son action, elle trouve son inspiration dans les meilleures traditions

Damian Dziubelski, président du POR

Dans son numéro 35 de l'année 1986, *Wolny Robotnik*, organe de l'Entente de l'opposition ouvrière (POR) de Haute-Silésie signale qu'au mois de février la police politique a fait une descente à l'imprimerie du journal et a réussi au cours de cette opération à identifier Damian Dziubelski (« Dawid ») comme dirigeant principal de l'Union des conseils ouvriers du mouvement de résistance polonais (ZRP-PRO) de Haute-Silésie. Dziubelski fut donc obligé de rentrer dans la clandestinité. C'est à ce moment même qu'il fut élu président du comité exécutif du POR.

Damian Dziubelski, qui a aujourd'hui 27 ans, est issu d'une famille ouvrière. Avant la proclamation de l'état de guerre en décembre 1981, il était président de Solidarité à la station hydraulique de la ville de Ruda Slaska, où il travaillait comme chauffeur de camion. En 1982, en raison de son activité au comité d'aide aux persécutés, il a été interné. Au camp de détention, il a gagné le respect de ses camarades par son refus de se plier devant l'appareil de répression. Cette attitude de fermeté lui a valu plusieurs peines disciplinaires.

Après sa libération du camp, Dziubelski a participé activement à la construction de la ZRP-PRO. Il fut interpellé à plusieurs reprises, interrogé par la police et licencié — expériences qu'il a qualifiées de « *pain quotidien de la réalité politique polonaise* ». A deux reprises, Dziubelski a réussi à s'enfuir en sautant par une fenêtre de sa maison au moment où la police venait l'arrêter. *Wolny Robotnik* le décrit comme un combattant conscient « *pour le droit des travailleurs à une vie décente et pour le socialisme* ».

de la lutte des travailleurs et de leurs assauts révolutionnaires contre le pouvoir.

— Elle soutient la lutte pour l'identité sociale et l'indépendance nationale des pays sous la domination de la bureaucratie totalitaire, en particulier les peuples frères de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et de l'Ukraine.

— Elle soutient la lutte de la classe ouvrière pour l'identité sociale et l'indépendance nationale dans les pays sous la domination de la bureaucratie totalitaire, et surtout la classe ouvrière des peuples frères de la République démocratique allemande, de la Tchécoslovaquie et de l'Ukraine.

— Elle défend l'internationalisme prolétarien dans toutes ses dimensions.

— Elle reconnaît toute alliance internationale établie sur une base de souveraineté et appelle à la coopération basée

sur les principes de l'égalité aussi bien que sur le respect de la sécurité et de l'indépendance nationales.

— Elle collabore avec tous les groupes, organisations, structures et associations dont les programmes, les plateformes, et l'activité ne sont pas en contradiction avec le droit de la classe ouvrière à la propriété des entreprises.

— Elle considère comme ennemis et hostiles aux intérêts de la classe ouvrière toute organisation qui s'oppose au droit de la classe ouvrière à la propriété des entreprises et les traitera de la même façon qu'elle traite la bureaucratie totalitaire.

— Elle rejette tout accord avec le gouvernement de la bureaucratie, s'il n'est pas fondé sur la pleine application des revendications incluses dans les cinq principes.

— Elle ne reconnaîtra pas une organisa-

tion ou un mouvement social quelconque qui voudra négocier avec le gouvernement bureaucratique sur la base de l'abandon de ne serait-ce que d'une des cinq revendications de la classe ouvrière, et elle considérera toute tentative de ce type comme une trahison des intérêts de la classe ouvrière.

— Elle diffusera les principes contenus dans cette déclaration et étendra ses organisations dans d'autres régions du pays, afin de construire une organisation nationale de la ZRP-PRO.

— Puisque la ZRP-PRO est une organisation ouvrière, elle ne se considère pas comme représentative de toute la société ou d'autres classes et groupes sociaux. Elle reconnaît la souveraineté sociale de ces groupes ou classes et leur droit de représenter leurs propres intérêts. Elle ne reconnaît pas le droit à des organisations non ouvrières d'un caractère social général de représenter les intérêts de la classe ouvrière.

— Elle soutient la lutte du syndicat Solidarité pour regagner son statut légal et reconnaît Solidarité clandestine comme syndicat et comme mouvement social.

— Elle reconnaît le droit de toutes les églises et institutions religieuses d'agir de manière séparée de l'Etat, pour offrir des services spirituels au peuple.

— Elle n'accepte pas la dictature du prolétariat sous n'importe quelle forme, ni le pouvoir exercé au nom de la classe ouvrière.

— La ZRP-PRO considère que la classe ouvrière, en tant que composante de la société et de la nation, a le droit, ensemble avec d'autres composantes, sur une base d'égalité, d'exercer le pouvoir d'Etat au travers de ses délégués élus à un Parlement libre.

Union des conseils ouvriers du mouvement de résistance polonais (ZRP-PRO), Haute-Silésie, 1983.

Jaruzelski avec le général est-allemand Hoffmann et le maréchal soviétique Koulikov, lors des manœuvres des troupes du Pacte de Varsovie (DR)



Trois mois après la "révolution de février"

L'évolution de la gauche qui a participé à la campagne Aquino

DANS le dernier numéro d'*Inprecor*, nous avons présenté les débats politiques qui se sont déroulés au sein du mouvement révolutionnaire aux Philippines à la veille des élections présidentielles de février 1986 (1). Nous abordons aujourd'hui l'évolution — depuis le renversement de la dictature Marcos — des diverses composantes de la gauche philippine qui ont participé de façon critique à la campagne électorale en appelant à voter pour Cory Aquino, notamment les marxistes indépendants et les « sociaux-démocrates » (2). Dans un prochain article, nous reviendrons sur l'évolution des forces qui ont appelé au boycott : le Parti communiste des Philippines (PCP) et les « nationaux-démocrates » (3).

Il y avait, au centre des divergences qui se sont manifes-

tées entre décembre 1985 et février 1986, des appréciations différentes sur la dynamique de la campagne électorale, sur des enjeux politiques réels. Le déroulement des événements a donné raison à ceux qui pensaient qu'il s'agissait-là d'une échéance politique d'importance majeure et non d'un exercice de routine. Mais, encore une fois, la vie a été plus riche que la théorie et que les pronostics. Aucun groupe révolutionnaire n'avait, en effet, prévu la rapidité avec laquelle la crise ouverte par les élections allait se dénouer en faveur de l'opposition, ni la coalition particulière de forces qui allait être de ce fait portée au pouvoir. Chaque courant a donc dû analyser la nature de la « révolution de février », du gouvernement Aquino, de la situation politique et des tâches du moment.

Paul PETITJEAN

La « révolution de février » n'était inscrite dans aucun scénario pré-électoral des grandes forces politiques bourgeoises. Certainement pas dans celui de Marcos, qui espérait prendre à contre-pied l'opposition en avançant brusquement la date des présidentielles. Ni dans celui de la Maison-Blanche, qui prévoyait une stabilisation temporaire du régime, le temps de forcer enfin une « réforme dans la continuité » de la dictature. Ni même dans celui de l'opposition bourgeoise, qui misait soit sur un revirement plus précoce de la politique américaine, soit sur les effets à moyen terme d'une pression politique et économique contrôlée. Quant aux ralliés de la dernière heure, Juan Ponce Enrile et le général Ramos, ils ont été poussés brusquement à se « rebeller », de peur d'être les victimes d'une purge décidée par un pouvoir aux abois. C'est le dynamisme et l'ampleur des mobilisations de masse qui, dès avant les élections et surtout après, ont bouleversé le panorama politique, rendant caducs tous les scénarios pré-établis (4).

LE GOUVERNEMENT AQUINO

Le nouveau gouvernement Aquino est sans conteste bourgeois. Les forces pro-impérialistes dominent en son sein. Mais il bénéficie aussi de la légitimité que lui confère le fait d'avoir été porté au pouvoir par un soulèvement antidictatorial, fût-il non violent. Légitimité populaire plus profonde, il est bon de le souligner, que celle que lui aurait conféré une victoire électorale normale ; légitimité sanctifiée en plus par la très puissante Eglise catholique romaine. Le gouvernement Aquino bénéficie ainsi d'une touche populiste, symbolisée par la référence au « pouvoir populaire », et d'une autorité morale incarnée par la personnalité de la présidente.

Le gouvernement Aquino est aussi transitoire. Non pas tant parce qu'il se définit lui-même comme tel, du fait du vide constitutionnel actuel, mais parce qu'il reflète une coalition de forces instable et temporaire, imposée par la jonction, en février dernier, d'un soulèvement populaire et d'une rébellion militaire. Coexistent au sein de la structure gouvernementale des dignitaires de l'ancien régime, notamment Juan Ponce Enrile au ministère de la Défense, des hommes d'affaires qui tiennent les importants ministères économiques (5), des politiciens plus ou moins traditionnels — plus pour ceux de l'UNIDO (6), moins pour ceux qui viennent du PDP-Laban — (7), des idéologues jésuites autour de la présidence, et un certain nombre de personnalités reconnues par la gauche philippine et les organisations de masse pour leur engagement démocratique et nationaliste. Notons parmi ces dernières personnalités, les avocats José Diokno, à la commission présidentielle sur les droits de l'homme, Joker Arroyo, secrétaire exécutif de la présidence, Augusto « Bobbit » Sanchez, ministre du Travail et de l'Emploi, très apprécié par la centrale syndicale radicale KMU, et Mamita Pardo de Tavera, ancienne présidente

de la coalition d'organisations féministes Gabriela, aujourd'hui ministre des Services sociaux et du Développement.

Le gouvernement est donc le théâtre d'importants affrontements, et il est intéressant de noter qu'aucune force politique d'extrême-gauche ne se désintéresse de cet aspect particulier de la situation politique actuelle. Aucune ne demande d'ailleurs la démission immédiate des éléments progressistes du gouvernement, pour qu'ils évitent toute compromission. Il est vrai que si les enjeux de ces affrontements restent limités, car ils ne touchent pas à la structure sociale du pays, ils n'en sont pas moins importants : il s'agit de l'ampleur du démantèlement de l'appareil politique, juridique et physique de la dictature ; de la libération effective de tous les détenus politiques ; des droits démocratiques.

Toute la gauche a aussi pris note des aspects contradictoires du gouvernement Aquino. La déclaration publiée dès le 28 février par la Communauté académique de l'université des Philippines (UPAC) est à ce titre symbolique. Rappelant leur participation aux barricades du 22 au 26 février, les membres de l'UPAC assurent Corason Aquino de leur soutien. Mais pour

1. Voir notre article « Les débats de la gauche révolutionnaire », paru dans *Inprecor* numéro 220 du 26 mai 1986.

2. Nous mettons parfois des guillemets au terme « social-démocrate », pour éviter des analogies trop directes avec la social-démocratie européenne. Le mouvement social-démocrate philippin vient en effet des milieux religieux (jésuites notamment) et laïques catholiques. L'histoire de ce mouvement est donc profondément différente de celle du socialisme européen, et si certaines composantes social-démocrates des Philippines se tournent aujourd'hui vers l'Internationale socialiste, d'autres évoluent plutôt la Démocratie chrétienne.

3. On appelle couramment aux Philippines « nationaux-démocrates » les mouvements et militants qui se reconnaissent dans le programme de « révolution nationale démocratique » présenté par le PCP et le Front national démocratique.

cratique.

4. Voir notre article « Après la chute de Marcos », dans *Inprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

5. Voir notre article « Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques », dans *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

6. L'UNIDO est une coalition d'une douzaine de formations bourgeoises généralement conservatrices, représentées par Salvador « Doy » Laurel, vice-président et ministre des Affaires étrangères.

7. PDP-Laban (Parti démocratique des Philippines-Combat) est actuellement représenté par Aquilino Pimentel, ministre de l'Administration locale. Sur les partis politiques philippins, voir l'encart publié dans *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

ajouter aussitôt: « Nous nous engageons auprès de notre peuple à maintenir notre solidarité et notre vigilance ». En effet, si l'heure est à « se réjouir avec notre peuple parce que nous avons regagné, en tant que nation, le respect de soi », il faut noter que les événements de février « ne marquent que le début d'un processus révolutionnaire » qui « pourrait être interrompu à n'importe quel moment et qui pourrait même conduire à la restauration du vieil ordre plutôt qu'à l'apparition d'un ordre social différent ».

Les membres de l'UPAC expriment leur « grande appréhension » au vu de la « réapparition des politiciens et des oligarques de la période d'avant la loi martiale » et la présence de « propagandistes, technocrates, militaires tueurs à gages du régime Marcos. (...) Nous sommes convaincus que la situation justifie une vigilance renouvelée et prolongée pour que les acquis manifestes du pouvoir populaire ne soient pas perdus » (8).

LA NAISSANCE DE NOUVEAUX MOUVEMENTS : LE LAKAS

L'expérience du « pouvoir populaire » durant la campagne électorale — c'est-à-dire d'une mobilisation de masse sans précédent —, sa fragilité vu l'absence de comités de base adéquats, et les reclassements unitaires qui se sont produits, ont suscité l'apparition de nouveaux mouvements politiques au sein de la gauche philippine.

Dans la foulée des événements de la fin février, une nouvelle coalition a vu le jour : le Lakas ng Sambayan (Pouvoir du peuple), connu sous le nom de Lakas et initialement appelé Cory Aquino's People's Power (CAPP).

Le Lakas rassemble diverses « alliances », comme le Bandila (9), le Caucus indépendant (10), les Familles pour la justice et la paix, Solidarité femmes aux Philippines, et la Coalition pour l'avancement des mouvements populaires (CAMP). Le Lakas comprend aussi des organisations militantes engagées dans un travail de masse sectoriel. Ses porte-parole sont Emmanuel Soriano (Bandila), Randolph « Randy » David (Caucus indépendant), et Edmundo « Ed » Garcia (Kaakbay) (11).

Dans une déclaration datée du 2 mars 1986, le Lakas affirme que « l'expérience philippine est sans précédent, inédite et en même temps inachevée. (...) Pour certains secteurs, la longue lutte populaire (...) a commencé avant même l'imposition de la loi martiale ». En février 1986, « les facteurs décisifs (...) furent représentés par la force du peuple, la puissance de la foi et la direction inébranlable de Corazon Aquino », auxquels il convient d'ajouter la position de la conférence épiscopale après les élections (12) et la rébellion du Mouvement de réforme de l'armée. « La révolution populaire impliquait la prise du pouvoir d'Etat par le peuple ; il s'agissait essentiellement d'une action politique. Cependant, elle reste inachevée. Pour qu'elle devienne une révolution sociale, il faut transformer les structures et les rapports sociaux. (...) Afin d'accomplir ces

tâches, le pouvoir populaire doit maintenant être articulé de manière systématique et traduit en force de cohésion, organisée et prolongée, qui favorisera la démocratie populaire, la souveraineté nationale, la justice et l'équité. La logique de la majorité doit prédominer et les intérêts des classes laborieuses doivent être mis en avant ».

Le Lakas se donne comme objectif de « canaliser le pouvoir du peuple ». A cette fin, la coalition vise à rassembler les organisations qui ont lutté contre la dictature et soutenu la campagne de Cory Aquino, à consolider des organismes populaires autonomes dans les divers secteurs sociaux et les régions, à construire une large alliance de groupes militants. « Le Lakas croit à une démocratie populaire qui serait pluraliste et qui écouterait la voix authentique d'organisations populaires autonomes » (13).

Dans une interview accordée au périodique *Midweek*, le secrétaire général du Lakas, « Ed » Garcia, a précisé la politique de cette coalition, son origine et sa composition. Interrogé sur les relations entre Lakas et le gouvernement, il a noté que la coalition avait soutenu la nomination de divers ministres, comme Bobbit Sanchez et Mita Pardo de Tavera, ou de ministres-adjoints comme Karina Constantino-David, membre du mouvement Kaakbay (14). Mais il a précisé que les objectifs du Lakas réclamaient la préservation de son indépendance vis-à-vis du gouvernement : « Afin de pouvoir remplir notre rôle, celui d'articuler les intérêts populaires, nous devons avoir une position indépendante. Nous devons conserver cette distance » (15).

Le Lakas s'est constitué, explique Ed Garcia, en regroupant une dizaine d'organisations. Il prolonge la dynamique unitaire engagée après l'assassinat, en août 1983, de Benigno Aquino. Durant la campagne électorale, divers mouvements poli-

tiques de gauche ont formé le Bloc nationaliste (Sigaw ng Sambayanan), qui comprenait notamment le Kaakbay, le Caucus indépendant et les organisations militantes social-démocrates. A ce « bloc » se sont jointes une série d'organisations locales, comme le mouvement Cory Aquino for President, Cory's Crusaders, Victory, Moves, etc. Il est possible que le Lakas s'ouvre à des groupes qui ont prôné le boycott, comme la Kadena (16), membre du Bayan, qui est revenu de façon critique sur sa position électorale. Le conseil national de la Kadena, qui annonce 20 000 membres, a reconnu que la décision de boycotter les élections du 7 février avait été une « erreur tragique », due à une série d'erreurs d'analyse touchant à la dynamique de la lutte électorale : « Notre analyse de la situation nationale est passée largement à côté de la réalité, donc notre orientation sur la question fut naturellement incorrecte. » De ce fait, « nous avons manqué à notre engagement envers les principes de la ligne de masse ». Le conseil national de la Kadena a décidé de rendre publique son autocritique, « pour que le peuple puisse savoir que la Kadena reconnaît ses erreurs et qu'elle a la volonté de les corriger » (17).

L'important, note Ed Garcia, est de développer un réseau d'organismes populaires autonomes, de favoriser l'auto-organisation des masses, de rassembler la masse de ceux qui sont entrés en activité politique pour la première fois à l'occasion de la campagne électorale — et ils sont très nombreux —, de maintenir une perspective unitaire. « Le Lakas n'est pas le seul groupe. Je pense que nous devons être très, très modestes. Il existe d'autres mouvements, d'autres forces qui pourraient être plus efficaces encore. Si un groupe quelconque lance des initiatives qui méritent d'être soutenues et s'il peut présenter ses idées de manière crédible, nous pouvons même suivre son exemple. Il

8. UPAC, « From People's Power to a People's Government, a Statement of Concern and a Declaration of Renewed Support and Solidarity », 28 février 1986, reproduit dans *Samahan Newsletter*, numéro 16, La Haye, janvier-mars 1986.

9. Bandila (Bannière) est une coalition de groupes lancée par les sociaux-démocrates en 1985, après la crise de Bayan en mai-juin de cette année-là. De son nom complet : Bansang Nagkakaisa sa Diwa at Layunin (Volonté et objectifs du peuple uni). Les organisations les plus actives dans Bandila sont le Mouvement social-démocrate philippin et l'aile du Mouvement du 21 août (ATOM) dirigé par « Butz » Aquino.

10. Pour le Caucus indépendant, voir plus loin dans l'article.

11. Kaakbay est dirigé par l'avocat José Diokno, avec la participation de marxistes indépendants. De son nom complet : Kilusan para sa Kapangyarihan at Kasarinlan Sanbayan (Mouvement pour la souveraineté et la démocratie aux Philippines).

12. Voir au sujet de la position de la conférence épiscopale notre article paru dans *Inprekor* numéro 214 du 3 mars 1986.

13. Lakas ng Sambayan (Cory Aquino's People Power), déclaration reproduite dans *Kasarinlan, Philippine Quarterly of Third World Studies*, Third World Studies Centre, University of the Philippines, volume 1, numéro 4, 2e trimestre 1986, p. 50-51.

14. Karina Constantino-David, actuelle mi-

nistre-adjoint des Affaires sociales et du Développement, était enseignante à l'Institute of Social Work and Community Development de l'université des Philippines (UP). Elle était la présidente de la section UP de Kaakbay. On trouvera l'un de ses récents articles, « Community Organisation and People's Participation, the Philippine Experience », dans *Kasarinlan*, volume 1, numéro 2, 4e trimestre 1985. Dans la même revue et sur le même thème, une étude de Jurgette A. Honculada, sur l'histoire de l'organisation des luttes dans le bidonville géant de Tondo, à Manille : « Case Study : ZOTO and the Twice-Told Story of Philippine Community Organizing. »

15. « More Power to the People », interview d'Ed Garcia, *Midweek*, 23 avril 1986, p. 9. Ed Garcia, ancien prêtre jésuite, commence sa carrière de militant en fondant, en 1970, Lakas-diwa (Force de l'esprit). Il se radicalise et part durant sept ans en Amérique latine. Il en revient non-jésuite. Après son retour aux Philippines, en 1981, il travaille à l'université des Philippines. Il devient membre du Kaakbay avant de se retrouver secrétaire général du Lakas.

16. Kadena : Kabataan para sa Demokrasya at Nasyonalismo (Jeunesse pour la démocratie et le nationalisme). Fondée en 1984. Son président est Joey Flora, qui a authentifié l'article cité ci-dessous.

17. Article de Kadena, publié dans *Ang Katipunan*, volume 12, numéro 5, avril 1986, p. 10.

pourrait s'agir des Lions, de Cursillo, du NDF, de la NPA. » (18)

Pour Francisco Nemenzo, président de la commission des affaires étrangères du Lakas, il faut répondre aux problèmes fondamentaux du pays : « *Nous adoptons une position sans ambiguïté sur la question des bases US, par exemple, et sur la manière de traiter le problème de la dette internationale. Nous sommes pour le refus sélectif de la dette de notre pays. (...) Nous ne devons pas payer Westinghouse* » pour la centrale nucléaire de Bataan, aujourd'hui abandonnée. Plus fondamentalement, « *la réforme agraire représente la tâche la plus essentielle à laquelle le gouvernement est confronté. Mme Aquino n'a pas vraiment un programme clair de réforme agraire. (...) Comme présidente, elle ne peut pas éviter d'aborder le problème de la terre.* »

Pour approfondir la lutte populaire, le rôle des organisations révolutionnaires clandestines comme le NDF, la NPA et le PCP, reste crucial pour Nemenzo. Face à des armées gouvernementales et privées réactionnaires toujours incontrôlées, elles ne doivent pas se mettre à découvert et rendre leurs armes (19).

LE CAUCUS INDÉPENDANT (IC)

Composante du Bloc nationaliste durant la campagne électorale et du Lakas, le Caucus indépendant (IC) est né fin 1985, après la crise de mai-juin du Bayan (20). Dans une déclaration en date du 23 mars 1986 intitulée « *De la rébellion à la révolution* », l'IC note que « *personne n'aurait pu prévoir que notre libération politique viendrait rapidement, où qu'elle prendrait la forme qu'elle a prise : celle d'un élan spontané de soutien à la mutinerie militaire organisée par des éléments réformistes des forces armées, de la part de masses d'individus inorganisés ainsi que de groupes structurés* ».

Après une analyse des événements qui ont conduit à la chute du dictateur — l'expérience du « *parlement de la rue* » depuis août 1983, l'échec de la campagne de boycott, le rôle de l'Eglise catholique, l'intervention des masses qui « *ont transformé la mutinerie militaire en rébellion ouverte contre le régime Marcos* » — l'IC note à son tour que « *la victoire du peuple reste incomplète* ». Tous les ennemis du peuple n'ont pas été vaincus, la politique élitiste risque de s'imposer à nouveau, un mode de développement capitaliste dépendant conduit toujours le pays à la crise économique. « *L'initiative reste au peuple* », le gouvernement Aquino est sensible aux pressions démocratiques.

« *L'ambiance libérale crée un large espace pour l'affirmation du programme socialiste* », d'où la nécessité de lutter pour une série de revendications fondamentales, par exemple des comités populaires, une politique économique nationaliste, la propriété sociale et le contrôle ouvrier des industries clé, une réforme agraire authentique, la protection de l'environnement, la lutte contre l'analphabétisme et pour le développement de la culture



Au début de l'année, la coalition Bayan affirmait avoir 2,5 millions de membres. (DR)

nationale (21).

La formation du Caucus indépendant illustre l'évolution de la « *petite gauche* » (indépendante du PCP aussi bien que du vieux PKP, ndlr.) marxiste ou socialiste aux Philippines, depuis la fragmentation et la paralysie vers une reprise de l'initiative. On trouve en effet dans l'IC un éventail de petits groupes d'origines différentes, mais engagés dans un processus de fusion : des universitaires — notamment de l'université des Philippines, et le Third World Studies Centre — gagnés au socialisme par le biais de la théorie, des militants communautaires gagnés, eux, par le biais de l'engagement pratique auprès des pauvres urbains et ruraux, des syndicalistes, d'anciens militants du PCP, dont certains se sont d'abord regroupés au sein du Mouvement de libération du peuple (PLM) (22), d'autres venant du courant « *social-démocrate* » ou issus de l'« *ancien* » parti communiste, le PKP pro-soviétique, comme Francisco Nemenzo.

La « *petite gauche* » revient de loin. Depuis la fin des années 1960 en effet, la

scène politique marxiste était dominée aux Philippines par le déclin rapide du PKP et la montée remarquable du « *nou-*

18. Ed Garcia, *Midweek* op. cit. p. 8. NDF : National Democratic Front (Front national démocratique). NPA : New People's Army (Nouvelle armée du peuple, dirigée par le PCP). Les Lions sont un groupe d'action civique. Cursillo est un mouvement religieux.

19. Dr Francisco Nemenzo, « *Building People's Power in the Philippines* », *Direct Action*, numéro 564, 23 avril 1986.

20. Voir à ce sujet notre précédent article, publié dans *Inprecor* numéro 220.

21. Independent Caucus, « *From Rebellion to Revolution* », 23 mars 1986, document ronéotypé de deux pages.

22. PLM : People's Liberation Movement (Mouvement de libération du peuple). Constitué en 1980, avec notamment des anciens militants du PCP, souvent anciens détenus, et des militants d'origine protestante. Dans les statuts adoptés par son comité préparatoire, le PLM se déclarait en faveur de la lutte armée contre la dictature et d'un « *socialisme pragmatique, où le "coopérativisme", mais aussi l'initiative et la créativité individuelles seront respectés et encouragés* ». Constitution du PLM, comité préparatoire, 1er mars 1980, 22 pages dactylographiées. Cette organisation a été identifiée au docteur Nemesio Prudente, l'un des détenus libérés après la victoire de Corazon Aquino.

veau » PC, le Parti communiste des Philippines (23). Le PKP ne s'est jamais remis de l'expulsion-scission de Joma Sison et des meilleurs cadres de sa jeunesse, la fameuse KM (24), en 1967. Il s'engage, après l'établissement de la loi martiale en 1972, dans un processus de capitulation politique ouverte qui débouche, en 1974, sur un « accord politique » avec Marcos et une séance de « réconciliation » au palais présidentiel. José Lava, le plus connu de ses dirigeants, est en poste à Prague. D'autres cadres du PKP intègrent l'administration qui a décrété la loi martiale. Ce n'est qu'en 1980 que le PKP, probablement exangue, prend de timides distances vis-à-vis du régime, à l'occasion de son 8e congrès. Aux élections de février 1986, le PKP a appelé à voter « blanc », en écrivant des mots d'ordre sur les bulletins de vote (25).

C'est le 5e congrès du PKP, tenu en 1973, 27 ans après le 4e congrès de 1946, qui entérine la ligne de capitulation. Une fraction d'opposition — le groupe marxiste-léniniste, puissant dans l'organisation de jeunesse et à Manille notamment — s'oppose à ce cours. En mai 1973, la plupart des cadres de cette fraction sont liquidés physiquement sur ordre de la direction du parti. Francisco Nemenzo, membre du bureau politique et responsable de la commission de formation politique, principal dirigeant de l'opposition, échappe aux liquidations. Le Groupe marxiste-léniniste (GML) se constitue en organisation indépendante. Mais il est bien tard. Le régime de la loi martiale exerce une répression sévère et le PCP capte depuis longtemps l'énergie révolutionnaire de la jeunesse radicale. Les forces du GML restent très limitées.

Les autres groupes marxistes de l'époque ont été incapables de faire face au régime de la loi martiale. Ce fut notamment le cas d'une très petite organisation trotskyste, la Samahan ng Kabadaang Sosyalista (SKS, Association des jeunes socialistes) (26), liée à la IVE internationale, qui publiait en 1971 un bulletin intitulé *Philippine Socialist Review*, imprimé à Los Banos (Laguna), à une soixantaine de kilomètres de Manille. Elle semble s'être très vite complètement désintégrée.

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, à la faveur de l'élargissement des luttes, divers groupes marxistes et socialistes ont refait surface ou se sont constitués. Ce sont eux qui ont eu l'initiative dans le lancement du Caucus indépendant, après l'échec des rapports unitaires avec le PCP. Ils se retrouvent sur une conception démocratique du socialisme, l'utilisation de catégories d'analyse marxistes et non-maoïstes (ils n'utilisent par exemple pas la catégorie « semi-féodal » pour décrire le mode de production dominant des Philippines), la défense d'une pratique non manipulatoire du front uni, la volonté de présenter ouvertement le socialisme comme la solution historique à la crise du pays, ce que le PCP se refuse de faire au nom de l'étape nationale-démocratique. Ils semblent être re-

joints par certains des éléments les plus radicaux des « sociaux-démocrates » ou « soc-déms », c'est-à-dire les « socialistes démocratiques » ou « dem-socs », aux références à la fois socialistes et chrétiennes (27).

L'ÉVOLUTION DES COURANTS « SOCIAUX-DÉMOCRATES »

Les origines du courant « social-démocrate » remontent au tout début des années 1950, quand des pères jésuites (surtout américains, mais aussi philippins) contribuent au lancement de la Fédération des travailleurs libres (FFW) et de la Fédération des paysans libres (FFF). Le projet est clairement anticommuniste et s'exprime dans la revue *Philippines Studies*. Sur le plan politique, Raul Manglapus lance en 1968 son Mouvement social-chrétien, qui n'arrivera jamais à devenir une « troisième force », que ce soit entre les deux grands partis — libéral et nationaliste — ou entre les partis bourgeois traditionnels et la gauche marxiste.

Dans la jeunesse, ce projet « social-démocrate » s'appuie sur les très importantes institutions catholiques d'éducation, dont les conseils étudiants sont majoritaires au sein de l'Union nationale des étudiants des Philippines (NUSP), fondée en 1957. Les organisations de jeunesse Khi Rho et Kasapi appartiennent à ce courant (28).

Très vite cependant, le courant social-démocrate va se différencier. Une aile importante de la jeunesse, ainsi que des religieux, se radicalisèrent, traumatisés par l'évolution de la FFF. Sous la direction de Jeremias Montemayor, enseignant à la faculté jésuite de droit, le caractère conservateur de ce mouvement prend en effet des formes particulièrement graves : Montemayor « donne » à l'armée, le 29 juin 1973, sept cadres de la FFF, dont le père Zacarias Agatep, en les accusant de préparer un complot contre la vie du président Marcos. Montemayor deviendra membre de l'Assemblée nationale sous la loi martiale. Par contre, le père Zacarias Agatep engage un long processus de radicalisation qui le conduira à rejoindre, en 1980, la NPA. Il est tué par l'armée en 1982.

23. Voir à ce sujet « Rectification Process in the Philippine Communist Movement », Francisco Nemenzo, Institute of South-East Asian Studies, Singapour, 17-19 novembre 1982. Voir aussi la très intéressante étude d'Armando Malay Jr : « Maoïsme, loi martiale et insurrection aux Philippines (1966-1980) », thèse présentée pour le diplôme de doctorat de 3e cycle à l'université de Paris VII, décembre 1985.

24. KM : Kabataan Makabayan, Jeunesse nationaliste.

25. Voir « Primer on the Snap Election », communiqué du PKP, janvier 1986, tract de 4 pages imprimées.

26. La SKS polémiquait notamment contre ce qu'elle percevait être une ligne droitière de « front populaire » du PCP.

27. Soc-déms, surnom des sociaux-démocrates. Dem-socs : surnom des « socialistes-démocratiques ».

28. Kasapi : Kapulungang ng Sandigan Pilipino (Forum philippin des idées de base). Cette organisation, devenue clandestine en

De nombreux cadres jeunes se radicalisent, comme en témoigne l'histoire d'Edgar Jopson. Grand polémiste antimarxiste, président de la NUSP en 1969-1970, il prend contact après l'établissement de la loi martiale avec les milieux clandestins. Il se retrouve bientôt à la tête de la commission de propagande du Front national démocratique. Capturé en 1978, il s'évade aussitôt et prend le maquis. Il est tué par l'armée en 1982 à Davao (île de Mindanao). D'autres, comme Ed Garcia, aujourd'hui membre du Lakas, fondateur en 1970 du Lakasdiwa (Pouvoir de l'esprit), rompent aussi avec le thème de la « révolution pacifique ». Après un long séjour en Amérique latine comme correspondant de presse, il deviendra l'une des personnalités de la gauche indépendante.

Sous la loi martiale, le courant social-démocrate se fragmente et se divise selon des lignes de force qu'il n'est pas toujours facile de reconstituer. Bien que l'idéologie d'origine du mouvement soit celle de la « révolution pacifique » contre la « violence marxiste », le courant social-démocrate a donné naissance à de petits groupes armés, par exemple le Mouvement de libération du 6 avril et la Sandigan (29). Mais aucun de ces groupes n'a été à même de se stabiliser un tant soit peu.

La plus connue des organisations politiques social-démocrates est le Parti socialiste démocratique des Philippines (PDSP), constitué en mai 1973 et animé idéologiquement par les révérends pères jésuites José Blanco et Romeo Intengan. Anti-Marcos, doté d'un programme socio-économique assez radical, le PDSP est alors avant tout anticommuniste. Dans une circulaire intérieure datée de 1978, la direction de ce parti affirmait qu'« en aucun cas, nous ne maintiendrons des rapports quelconques, que ce soit sur le plan idéologique, stratégique ou tactique, avec des éléments de l'extrême gauche. En plus, nous ferons le plus grand effort possible pour les isoler au travers d'une critique concertée et prolongée de leurs dogmes matérialistes et de leur praxis manipulatoire » (30).

Cette orientation est encore maintenue par la direction du PDSP en 1984, à croire un document publié par le Centre

1972, est entrée en négociation avec le PDSP (voir plus loin dans l'article) en 1976, mais a finalement décidé de maintenir son indépendance organisationnelle.

29. Le Mouvement de libération du 6 avril (A6LM) s'est fait connaître en 1980. Il semble surtout avoir été animé par des militants établis aux États-Unis.

Sandigan : Armée de libération des Philippines, constituée en 1981 par le PDSP. On a surtout parlé de sa présence dans la région de Davao. Elle a toujours soulevé beaucoup de suspicion chez les militants d'extrême gauche.

30. « Political Directive no. 1, Series of 1978 re Internal Consolidation no. 5 ». Circulaire publiée peu après les élections de 1978, où le problème de l'unité entre les forces du PCP et les courants d'opposition modérée avait été au centre d'intenses débats. Cité par Mario Bolasco, « Marxism and Christianity in the Philippines : 1930-1983 », publié par le Third World Studies Centre (Université des Philippines) dans « Marxism in the Philippines », Quezon City, 1984, p. 122.

for Philippine Concern établi en Espagne (où le révérend père Intengan s'est réfugié). Analysant les « dilemmes » de la « gauche démocratique », le document note que « certains éléments au sein de la dictature se préparent à protéger leurs intérêts par la force, et parallèlement la guérilla communiste étend son contrôle sur des zones importantes des campagnes. Les forces de l'opposition démocratique seraient alors obligées de choisir entre la capitulation pure et simple où le combat contre ces deux forces ennemies dans des conditions extrêmement défavorables » (31).

Le spiritualisme a été utilisé comme une arme contre le marxisme. Monseigneur Francisco Claver, que l'on peut relier au courant « social-démocrate » et qui a combattu la dictature, se réfère aujourd'hui au « miracle d'EDSA » (du nom de l'avenue de la capitale E. de los Santos, où le peuple a construit des barricades pour protéger les militaires rebelles, en février) : « La révolution a eu lieu dans une période courte, de 77 heures, entre le 22 et le 25 février. Le miracle d'EDSA. Des hommes et des femmes sans armes (...) Leurs seules armes furent des roses, des crucifix, des images religieuses de la Vierge et du Saint-Enfant, et une vulnérabilité née de la foi. » (32)

Mais, de façon générale, comme l'écrit P. N. Abinales, « l'idéologie des "soc-dems" est éclectique. Un analyste politique (Francisco Nemenzo) la qualifie de "fatras de marxisme et de christianisme". Elle s'est appropriée une bonne partie des catégories politiques des "nat-dems". (33), tout en semblant posséder une contribution originale sous la forme du concept de "capitalisme intérieur" et sa propre version du "socialisme". Une bonne partie de cela est dû au développement tardif de la tradition social-démocrate et à la lutte qu'il fallait mener pour que cette dernière soit débarrassée de son passé réformiste. L'éclectisme en matière d'idéologie a été reflété par un programme politique instable, surtout durant les années de loi martiale, où le mouvement était divisé sur la stratégie révolutionnaire » (34).

Il est vrai que le PDSP n'a jamais réussi à se constituer véritablement en parti et à établir son contrôle sur les groupes de base. Agapito « Butz » Aquino, beau-frère de la présidente, social-démocrate, note en effet qu'une fois clandestin, le PDSP « ne s'est plus consolidé. Donc, des groupes différents agissaient dans diverses zones du pays. Maintenant, je crois qu'ils essaient de reconsolider une forme d'organisation nationale » (35).

Derrière le vocable des « soc-dems » et des références communes au socialisme démocratique et au christianisme, on trouve en fait un large éventail de groupes politiques fragmentés et de groupes investis dans un travail sectoriel plus ou moins autonome. Outre le PDSP, notons l'existence du Mouvement philippin social-démocratique et celui des Jeunes pour l'avancement de la foi et de la justice (YAFJ), qui appartiennent à la « gauche » « dem-soc ». On peut retracer les origines de certaines fractions social-démocrates actuel-

les dans les organisations d'avant la loi martiale : le Lakasdiwa et le Kasapi. Sous la répression, nombre de groupes sociaux-démocrates se sont opposés à la priorité anticommuniste de leur direction idéologique, défendant le principe d'une alliance militante avec les forces du NDF.

Les sommets du mouvement — et avant tout les idéologues anticommunistes — sont solidement ancrés dans l'élite sociale et la politique bourgeoise. Mais les militants enracinés dans un travail de masse s'identifient au contraire à la cause populaire. Il en va de même d'un certain nombre de personnalités de la gauche nationaliste. Il est probable que, dans un proche avenir, bien des ambiguïtés vont devoir être levées entre ceux qui continueront à privilégier la recherche de solutions bourgeoises à la crise socio-économique et ceux qui chercheront des solutions ouvrières et populaires.

UNITÉ ET SOLIDARITÉ

La situation ouverte par la « révolution de février » est objectivement favorable aux forces populaires. La crise économique continue de nourrir la mobilisation sociale. La démocratisation du régime élargit le champ d'action des organisations de masse. Des expériences unitaires nouvelles sont désormais possibles. Et le débat fleurit en un printemps idéologique bienvenu : la gauche philippine, toutes tendances comprises, peut renouveler sa réflexion politique à travers l'expérience actuelle.

Mais la situation subjective reste difficile. Le PCP a été pris à contre-pied par les événements, l'initiative politique et idéologique est passée du côté des forces réformistes bourgeoises. Quant à la « petite gauche » et aux sociaux-démocrates, ils doivent se montrer capables de résoudre bien des problèmes pour eux nouveaux : construire des organisations suffisamment unifiées et solides pour mener une politique cohérente à l'échelle nationale et, pour les sociaux-démocrates, faire un choix de classe clair. Tâches d'autant plus pressantes que nul ne sait combien de temps durera la situation présente. La répression peut, demain, redevenir générale dans le pays.

La répression n'a d'ailleurs pas disparu. Malgré la vague de libération de prisonniers politiques qui a succédé à la victoire de Corazon Aquino, il reste peut-être encore près de 500 prisonniers politiques dans les geôles de province. C'était en tout cas encore le cas début mai, com-

me l'a révélé à la presse, au nom de l'organisation de défense Task Force Detainees, la sœur franciscaine Mariani Dimaranan (36). Pour éviter de se conformer à l'ordre présidentiel de libération de tous les détenus politiques, les militaires se sont contentés de jouer sur le statut formel des détenus, décrits comme des droits communs accusés par exemple de « possession d'arme ». De nombreux témoignages de journalistes — comme celui de Deb Shnookal à Negros (37) — sont venus confirmer ce fait. Il est donc urgent de poursuivre, aux Philippines comme sur le plan international, le combat pour la libération de tous les prisonniers politiques, fussent-ils de simples ouvriers ou paysans inconnus du grand public.

Par ailleurs, les forces armées ont poursuivi de nombreuses opérations anti-guérilla. Elles font aussi agir les agents qui se sont infiltrés dans la NPA — les « Zombies » — pour discréditer le mouvement révolutionnaire (38). Enfin, sur le plan idéologique, l'écho accordé à la parution d'un article du journaliste Ross H. Munro intitulé « The New Khmer Rouge », c'est-à-dire le PCP, la NPA et toutes les forces qui leur sont liées, est très symptomatique. Une large offensive antimarxiste est engagée. Il serait dangereux de la sous-estimer.

Face à ces attaques, la solidarité internationale ne doit pas faiblir. Toutes les forces de gauche, progressistes, populaires et révolutionnaires, doivent savoir faire front, malgré et par-delà la désunion politique. Par devoir élémentaire de solidarité d'abord, et parce que le PCP et la NPA, premiers menacés, ne sont en effet pas les seuls visés. Toutes les forces socialistes et le mouvement de masse indépendant sont, à terme, concernés par l'offensive antimarxiste en cours.

Paul PETITJEAN,
30 mai 1986.

31. Lingap Bayan Centre for Philippine Concern, « Spectrum of Political Forces and Current Issues in the Philippines », novembre 1984, p. 6.

32. « The Miracle of EDSA : Reflecting on the People's Shallow Faith », Francisco F. Claver, Institute on Church and Social Issues, 13 mars 1986, document dactylographié, une page.

33. Nat-dem est couramment utilisé aux Philippines pour « national-démocrates », qui se reconnaissent dans le programme du NDF, comme soc-dem l'est pour « social-démocrate ».

34. P. N. Abinales, « The Post-Marcos Regime, the Non-Bourgeois Opposition and the Prospects of a Philippine "October" », *Kasarinlan*, volume 1, numéro 4, 2e trimestre 1986, p. 40. Ce numéro de *Kasarinlan* est entièrement consacré à l'analyse des événements de février et à l'après-Marcos aux Philippines.

35. « The Social-Democrats will have a Party Soon », interview d'Agapito « Butz » Aquino, *Philippine News and Features*, volume 2, numéro 31, p. 2.

36. Voir les articles de l'hebdomadaire philippin *We Forum* du 25-31 mars 1985 et l'article du *International Herald Tribune* du 5 mai 1986.

37. Deb Shnookal, « Repression continues in "Sugarland" », *Intercontinental Press*, du 19 mai 1986, p. 310-312.

38. Voir « The "Zombies" in Mindanao », dans le bulletin *Chronology of Events*, Manille, avril 1986, numéro 20, p. 14.

39. Ross H. Munro, « The New Khmer Rouge », *Commentary*, décembre 1985.

librairie diffusion

LA BRECHE

9, rue de Tunis,
75011 PARIS. Tél : 4367 63 57

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

GRANDE-BRETAGNE

Défaite électorale pour Margaret Thatcher

Le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, déjà en perte de vitesse et qui a connu ces derniers mois une série d'échecs et de conflits internes, a subi un revers important aux élections municipales et partielles qui ont eu lieu le 8 mai. A cette occasion, le Parti conservateur a perdu du terrain un peu partout dans le pays. Le Parti travailliste a reconquis une partie du terrain qu'il avait perdu aux dernières élections législatives de juin 1983, sans pour autant atteindre un score qui lui assurerait une majorité parlementaire en cas d'élections générales. L'Alliance centriste entre le Parti libéral et le Parti social-démocrate continue à progresser. Si on fait la comparaison entre ces élections et les municipales de mai 1983, on constate que les conservateurs ont perdu 7,4 % des suffrages, que les travaillistes progressent de 2,7 % et l'Alliance de 4,3 %. Sur la base à la fois des élections du 8 mai et des derniers sondages, il a été calculé que des élections législatives aujourd'hui donnerait 38 % aux travaillistes, 34 % aux conservateurs et 26 % à l'Alliance.

Derrière le recul généralisé du Parti conservateur, on peut observer des variations importantes d'une région à l'autre, ainsi qu'entre la ville et la campagne. Dans certains endroits, le score du parti de Thatcher est dérisoire : 16 % en Ecosse, 11,9 % à Glasgow, 12,5 % à Liverpool. Ces résultats ont une signification plus que conjoncturelle : ils s'inscrivent dans le cadre du déclin historique du Parti conservateur, qui, en 1955, recueillait 50 % des voix en Ecosse et 53 % à Liverpool.

Quant au Parti travailliste, ses gains de voix viennent essentiellement du Nord de l'Angleterre, des grandes villes, du pays de Galles et, dans une moindre mesure, de l'Ecosse. Il est à noter que la gauche travailliste, qui a été ces derniers temps la cible d'une campagne de dénonciation de la part à la fois des médias et de la direction de son propre parti, se maintient. Prenons le cas de Liverpool. Le conseil municipal, dominé par le courant de gauche Militant, s'est affronté l'année dernière au gouvernement conservateur autour de son refus d'opérer des coupes budgétaires exigées par ce dernier (voir *Inprecor* numéro 210 du 6 janvier 1986) et ses dirigeants sont actuellement en train d'être exclus du Parti travailliste. Malgré toutes les attaques menées contre

eux, les dirigeants de Liverpool ont réussi à garder leur majorité au conseil municipal. Bien qu'ils aient perdu des voix, cela n'a pas été la déroute souhaitée et prédite par la presse et la direction du parti. Dans deux communes du Grand-Londres, Lambeth, qui fut avec Liverpool la seule municipalité à avoir mené une résistance conséquente aux coupes budgétaires, et Haringey, où le président Noir du conseil municipal avait été la cible de la haine de la presse de droite pour avoir pris parti en faveur de la jeunesse antillaise contre la police au moment des émeutes de l'automne 1985, la victoire des travaillistes fut encore plus marquée.

En dehors des bastions travaillistes, essentiellement urbains, les pertes des conservateurs ont été au profit de l'Alliance. Aux deux élections partielles tenues le même jour que les municipales, c'est l'Alliance qui a enlevé un siège aux conservateurs et manqué d'une centaine de voix de remporter le deuxième. Il faut noter également que dans certaines grandes villes (Liverpool, Londres), l'Alliance a réalisé des scores importants, pour l'essentiel au détriment des conservateurs.

En Ecosse, avec le recul des conservateurs, les travaillistes et l'Alliance ne progressent que marginalement et c'est le Parti national écossais (SNP), indépendantiste, qui y devient, avec 18 % des voix, le deuxième parti. Ce résultat est encore loin des 30 % atteint par le SNP en 1974, mais il atteste d'une remontée par rapport aux élections législatives de 1979 et 1983. Pris ensemble avec les 34 % d'électeurs qui se sont prononcés en faveur de l'indépendance dans un récent sondage, ce résultat ajoute un nouvel élément d'instabilité à la vie politique en Grande-Bretagne.

Les réactions au sein du Parti conservateur aux résultats du 8 mai n'ont pas tardé à se manifester. Dans les jours qui ont suivi les élections, John Biffen, président du groupe conservateur au Parlement, a déclaré que même si Thatcher devait diriger le parti aux prochaines élections législatives (lesquelles doivent avoir lieu en juin 1988 au plus tard) « *personne ne pensait sérieusement* » qu'elle resterait à sa tête jusqu'à la fin de la prochaine législature. Biffen a défendu l'idée d'un « *ticket équilibré* », lequel associerait à Thatcher quelqu'un « *dont la largeur de vues pourrait redonner confiance à l'électorat* » et qui pourrait prendre la relève. Il s'agissait ni plus ni moins d'inviter Thatcher à préparer sa propre retraite. D'autres dirigeants conservateurs ont pris leurs distances avec Thatcher, notamment Malcolm Rifkind, ministre responsable de l'Ecosse. Et depuis les élections, Thatcher a dû céder du terrain. La démission, le 21 mai, de

Keith Joseph, qui était non seulement ministre de l'Education mais aussi principal idéologue du thatchérisme, et son remplacement par Kenneth Baker, représentant de l'aile plus modérée des conservateurs, est un signe des temps. Le vent tourne contre la « *dame de fer* » au sein de son propre parti.

La politique prônée par les opposants conservateurs à Thatcher prend comme point de départ les acquis de son gouvernement (privatisation de certains secteurs, affaiblissement des syndicats et de tout le mouvement ouvrier), mais commencerait à prendre en compte l'échec de sa politique économique et les conséquences sur le plan social d'un néolibéralisme rigide et dogmatique. L'alternative qu'ils avancent impliquerait notamment une augmentation des budgets de l'Education, de la Santé, du Logement, une certaine réduction du chômage et une politique d'aide à l'industrie. Dans ces grandes lignes, cette politique est partagée par l'aile « *rénovatrice* » du Parti conservateur, par l'Alliance et de plus en plus par un Parti travailliste recentré à droite sous la direction de Neil Kinnock.

C'est dans ce cadre que la classe dirigeante aborde avec une tranquillité relative le problème de la succession à Thatcher, laquelle est discutée ouvertement dans les journaux. Partant de l'idée que les conservateurs n'auront plus la majorité au Parlement aux prochaines législatives, la question se pose d'un gouvernement de coalition, soit conservateur-Alliance, soit Alliance-travaillistes. Cette dernière solution paraît la plus probable dans le cours actuel des choses. En ce sens, le projet initial de l'Alliance a été modifié : elle n'a pas réussi à marginaliser le Parti travailliste pour créer une alternance avec les conservateurs, mais elle occupe désormais une place charnière dans la vie politique britannique. Et le recentrage du Parti travailliste rend sa marginalisation moins nécessaire pour la bourgeoisie. Mais parce qu'il demeure un parti ouvrier sensible aux pressions des travailleurs, même au travers du prisme déformant de la bureaucratie syndicale, la bourgeoisie préfère qu'il soit flanqué de l'Alliance lors de son arrivée au gouvernement. Ce qui soulage également la droite travailliste en lui fournissant un alibi en or pour ne pas satisfaire les revendications des travailleurs.

Pour ceux qui au sein du Parti travailliste, défendent la nécessité d'une politique contre les patrons et au service des travailleurs, il va falloir mener la bataille sur deux fronts : contre Thatcher, bien sûr, mais aussi contre toute coalition avec l'Alliance et le glissement à droite qui l'accompagne. Les résultats

du 8 mai leur donnent au moins des moyens pour répondre à ceux qui prétendent que le Parti travailliste ne peut pas gagner des voix sur un programme de défense des intérêts des travailleurs. ■

NICARAGUA

Premier congrès paysan depuis la révolution

Dans la dernière semaine du mois d'avril, s'est déroulé à Managua le premier congrès de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG). Ce congrès paysan, qui intervient cinq ans après la fondation de l'UNAG, a été préparé par un millier d'assemblées au cours desquelles ont été élus 500 délégués représentant les 124 000 adhérents.

L'UNAG regroupe des petits et moyens producteurs, dont 54 086 sont membres de quelques 2 124 coopératives. Parmi celles-ci, 44 % sont des coopératives de production et 51,4 % des coopératives de crédits et de services. La majorité des membres de l'UNAG sont donc des producteurs individuels non organisés en coopérative.

Lors de son salut au congrès, le représentant de la direction du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le commandant Luis Carrion, devait rappeler à cet égard qu'« il ne suffit pas d'adhérer à l'UNAG et de rester dans le pays » pour être un producteur patriotique. Il ajoutait en substance qu'il était aussi nécessaire de se solidariser avec les paysans sans terre et avec les dizaines de milliers de paysans qui ont été contraints de quitter leurs terres par la guerre impérialiste. D'où l'importance que les dirigeants sandinistes accordent à la réforme agraire.

Dans son rapport au congrès, le président de l'UNAG, Daniel Nunez, rappela que lors des cinq dernières années, ce sont 86 565 familles qui avaient bénéficié d'attribution de terres, ce qui représente au total la distribution de 1 839 131 hectares. A la fin de l'année dernière, 1 129 800 hectares étaient la propriété de 49 000 familles qui auparavant ne possédaient pas de terres. Le reste a été attribué à des familles qui possédaient des terres, mais sans titres de propriété légaux.

La situation de guerre et les revendications des paysans ont toutefois nécessité une modification de l'orientation de la réforme agraire avec une redéfinition des conditions d'expropriation des propriétaires absenteïstes et une réduction des limites de superficie des propriétés pouvant être soumises à l'expropriation. Cela a signifié une accélération du processus de réforme agraire (cf. *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986).

L'un des thèmes du congrès a été la lutte contre le marché noir. L'UNAG s'est engagée à assurer une augmentation de la production sans avoir pour autant « une mentalité capitaliste », comme l'a déclaré Daniel Nunez. Pour cela, la plus grande

partie de la production destinée à la consommation intérieure devrait être commercialisée par l'Etat. Ce sera notamment le cas pour le maïs et les haricots, qui constituent l'alimentation de base du pays et dont les prochaines récoltes seront commercialisées par le ministère du Commerce intérieur (MICOIN).

Tout au long du congrès et à l'occasion d'une émission de radio avec le président Daniel Ortega, les délégués de l'UNAG ont insisté sur leurs besoins en armes pour se défendre contre les attaques des contras. Sur cette question, Daniel Ortega signala qu'il n'y avait pas assez d'armes pour tout le monde. Il prit l'exemple de plusieurs coopératives agricoles auxquelles il a fallu retirer leur dotation en armes pour équiper les nouveaux bataillons de lutte irrégulière (BLI) du service militaire patriotique. Certaines de ces coopératives furent ensuite attaquées par des mercenaires de la contra.

C'est pour cela, affirma Daniel Nunez lors de la clôture du congrès de l'UNAG, que « si le gouvernement nous donne des armes, nous irons travailler jusque dans les montagnes (...) Nous sommes sandinistes avant tout ».

Le congrès de l'UNAG fut aussi l'occasion de renforcer les relations de solidarité internationale, puisque 97 délégués et invités représentant 21 pays et 91 organisations de coopératives et de producteurs étaient présents. Parmi eux, la camarade Rosalia Peredo, membre du comité politique du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale et membre de la Coordination nationale plan de Ayala (CNPA), une organisation paysanne mexicaine. Au nom des 400 000 adhérents de la CNPA, Rosalia Peredo adressa un message de solidarité au congrès de l'UNAG. ■

FRANCE

Martine Toulotte libérée

Le 20 mai dernier, Martine Toulotte, une militante de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), incarcérée depuis trois mois (cf. *Inprecor* numéro 219 du 12 mai 1986), était enfin remise en liberté. Elle était accueillie à sa sortie de la prison de Fleury-Mérogis par ses amis, une délégation de la LCR et de camarades de l'Équipement de Paris ainsi qu'une délégation de la direction nationale de la fédération CGT de l'équipement.

Sa libération est à l'évidence un succès de la campagne de solidarité. Au moment même de son élargissement, un appel national signé d'une quarantaine de personnalités allait être rendu public ainsi qu'une série de nouvelles prises de position à commencer par celle de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et de ses syndicats. C'est donc bien sous l'effet de l'ampleur des protestations que le juge d'instruction s'est vu contraint de reconnaître la bonne foi de notre camara-

de et de la remettre en liberté. Mais il aura fallu trois mois pour obtenir ce résultat. Trois mois de détention inutile et injustifiée. Il s'agit donc maintenant de demeurer vigilants jusqu'à ce que Martine Toulotte soit mise totalement hors de cause des accusations portées à son encontre par le juge d'instruction.

L'élan de solidarité envers Martine Toulotte ne s'est pas limité à l'hexagone. Elle a reçu des témoignages de soutien en provenance de différents pays du monde. Et ce n'est pas sans émotion qu'elle confiait à *Rouge*, une fois sortie de prison, : « D'habitude, les matones glissent le courrier sous la porte ; avec moi, c'était impossible ; elles devaient l'ouvrir car je recevais entre dix et trente lettres par jour. Elles me disaient : « Mais c'est pas possible ! » Il y en avait de partout, y compris de l'étranger, par exemple de la LCR d'Espagne, du Sénégal, je ne sais pas qui c'était. Ce matin, j'ai même reçu trois lettres de Tchécoslovaquie (...) Et je me demande comment je vais faire en sortant pour que cet élan de solidarité, avec ceux qui croient en quelque chose, puisse continuer. (...) »

De retour dans sa ville de Grenoble, Martine Toulotte était accueillie à la gare par plus de 150 personnes averties de bouche à oreille de sa libération. Tous ceux et toutes celles qui sablèrent alors le champagne représentaient le large courant de sympathie qu'a rencontré la campagne de solidarité. Il y avait bien entendu ses camarades de la LCR et ses collègues de travail, mais aussi d'autres syndicalistes, des militants anti-impérialistes, et beaucoup d'autres personnes encore. A telle enseigne que toute la presse locale était présente, le *Dauphiné Libéré*, la chaîne de télévision FR3 et Radio-France Isère, faisant du retour de Martine l'événement du jour.

Reste maintenant à remporter une victoire totale, en obtenant un non-lieu pour Martine Toulotte. ■

INPRECOR

EUROPE CAPITALISTE



Les effets sociaux de la crise économique

DOSSIER MOUVEMENT PACIFISTE
Les débats autour de l'Appel de Prague

ABONNEZ-VOUS A "INPRECOR"

La dictature militaire contestée

DEPUIS le coup d'Etat militaire de juillet 1977, le Pakistan vit sous le joug d'une dictature militaire, avec, à sa tête, le sinistre personnage du président Zia Ul Haq. Ce régime qui est un allié central de l'impérialisme US dans une région du monde particulièrement instable, doit faire face aujourd'hui à la montée d'un mouvement de masse qui menace

son existence. Nous publions ci-dessous une courte analyse de la situation actuelle au Pakistan écrite par Tariq Ali, membre du comité de rédaction de la *New Left Review* de Londres et auteur de plusieurs livres sur le sous-continent indien. Cet article est repris de *Was Tun*, journal de la section allemande de la IVe Internationale. ■

Tariq ALI

Durant les quarante années depuis sa fondation, le Pakistan a suivi un cours agité, trébuchant de crise en crise. Son histoire a été marquée de trois coups d'Etat, de la sécession du Pakistan oriental qui devint le Bangladesh en 1971, enfin de l'exécution en 1979 de Zulfikar Ali Bhutto, seul premier ministre élu de toute l'histoire du pays. Aujourd'hui, la dictature militaire se défend bec et ongles face à l'opposition populaire. Le retour au pays de Benazir Bhutto, fille du premier ministre exécuté, est un moment crucial. Les hommes qui détiennent les fusils ont très peur de cette femme sans armes. La question se pose sérieusement : Benazir Bhutto peut-elle renverser le dictateur Zia Ul Haq ?

Les généraux ont toutes les raisons de s'inquiéter. Benazir Bhutto est en effet la seule personnalité politique du pays qui jouisse d'un large soutien de masse. Il y a quelques semaines, 500 000 personnes sont descendues dans la rue pour la saluer à Lahore, ce qui en fait le plus grand rassemblement politique de l'histoire du pays. Dans le mois qui vient, la température politique va monter encore plus. Benazir doit visiter toutes les grandes villes du pays. Son message est limpide : pour des élections libres auxquelles tous les partis auront le droit de participer. Personne ne doute que sa propre formation, le Parti populaire du Pakistan (PPP) y remporterait une victoire écrasante. C'est pourquoi le général Zia ne veut pas autoriser de telles élections.

Cependant, la marge de manœuvre de Zia est des plus limitées. A la fin 1985, sous la pression des Etats-Unis, il a dû lever la loi martiale. Bien sûr, même si aujourd'hui les militaires sont retournés dans leurs casernes, ils pourraient reprendre ouvertement la direction des affaires à n'importe quel moment si la situation devenait critique. Mais dans une telle éventualité il n'y a aucune garantie que ce soit Zia qui garde le pouvoir. Son adjoint, le général Arif est manifestement assez ambitieux pour envoyer son patron à la retraite.

Tout dépend du cours que va suivre la campagne de Benazir. Cette dernière



Zia Ul Haq. (DR)

déclarait à Lahore : « Notre mouvement vient de commencer. Il se terminera avec la chute de Zia et à ce moment-là le peuple décidera librement qui doit gouverner ». Si, malgré la montée du soutien à Benazir, Zia n'abandonne pas le pouvoir, elle pourrait être obligée de radicaliser son action. Dans ce cas-là, beaucoup dépendra de sa capacité, dans les semaines qui viennent, à faire les choix justes sur les plans tactiques et stratégiques.

Ceux qui s'opposent à Benazir pensent que les tensions au sein du PPP vont bientôt paralyser sa campagne. Au Pakistan, il y a une tendance répandue à minimiser les erreurs que Bhutto a certainement commises en répétant : « Ce n'était pas lui, mais les mauvais hommes autour de lui ». Benazir a su profiter de manière très habile de ce sentiment pour écarter une bonne partie de la vieille

garde de Bhutto et mettre au premier plan des têtes nouvelles. Elle sait qu'elle a son soutien parmi les pauvres des villes et des campagnes.

Elle pourrait être confrontée à son premier grave dilemme à la fin de sa tournée quand ces pauvres s'apercevront que rien n'a changé. A ce moment-là, elle sera amenée à décider s'il faut prendre le risque de lancer une offensive frontale contre le régime. Des manifestations sont dans le meilleur des cas une répétition générale pour l'insurrection : elles ne pourront jamais s'y substituer.

Les comparaisons faites ces derniers temps entre Benazir et la nouvelle présidente des Philippines, Cory Aquino, sonnent faux. Les Etats-Unis ont joué un rôle décisif dans la chute de Marcos. Ils avaient plus peur du mouvement de guérilla de la Nouvelle armée du peuple (NPA) que d'Aquino. L'envoyé spécial américain, Philip Habib, a donc pris l'avion pour Manille pour convaincre le général Ramos de changer de camp, préparant ainsi la voie à une transition pacifique.

Il n'y a pas de mouvement de guérilla au Pakistan. En revanche, l'armée soviétique se trouve juste de l'autre côté de la frontière en Afghanistan. L'Occident appuie donc Zia en inondant le pays d'aide militaire. Et puisque 95 % des forces politiques sont favorables à l'arrêt de la guerre en Afghanistan en négociant un accord avec Moscou qui permettrait le retour dans ce pays des réfugiés qui se trouvent au Pakistan au nombre de 3 à 4 millions, l'idée de l'instauration d'une démocratie bourgeoise au Pakistan inquiète le Département d'Etat américain.

Néanmoins, avec le retour de Benazir, Washington se trouve sans beaucoup de marge de manœuvre. La situation au Pakistan est encore plus explosive que celle des Philippines avant la chute de Marcos. Si Zia s'accroche à son fauteuil présidentiel, une confrontation deviendra inévitable. Et elle prendra la forme, pas simplement d'un combat de Benazir contre Zia, mais d'un affrontement plus décisif entre l'armée et le peuple. ■

Tariq ALI,
Was Tun, 15 mai 1986.